

DIVERS SITES SUR LA CÔTE-NORD – PROVINCE DE QUÉBEC
 Circonscription : DUPLESSIS

Dragage d'entretien par équipement flottant (Initiative d'infrastructure fédérale)

<u>DIVISIONS</u>	<u>SECTIONS</u>	<u>NOMBRE DE PAGES</u>
<u>DIVISION 01</u>	Exigences générales	
	01 11 11 Description sommaire des travaux	3
	01 33 00 Documents à soumettre	2
	01 35 30(D) Santé et sécurité – Dragage	7
	01 35 43 Protection de l'environnement	4
	01 52 00 Installations de chantier	1
	01 74 21 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition	3
<u>DIVISION 35</u>	Voies d'eau et ouvrages maritimes	
	35 20 23 Dragage	18
<u>ANNEXES</u>		
Annexe 1	Données spécifiques aux sites	5
Annexe 2	Distances maximales entre les sites	1
Annexe 3	Évacuation m ³ mp-km	1
Annexe 4	Tableau des périodes de dragage et restrictions environnementales	1
Annexe 5	Autorisations émises par Transports Canada – Protection de la navigation pour chacun des sites	21
Annexe 6	Localisation géographique des havres à draguer	1
Annexe 7	Exemple d'un fichier numérique ASCII contenant la bathymétrie (x, y, z)	1
Annexe 8	Fiches de suivi environnemental produites pour chacun des sites	29

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 CONTENU DE LA SECTION

- .1 Travaux visés par les documents contractuels.
- .2 Utilisation des lieux par l'Entrepreneur.

1.2 PRIORITÉ

- .1 Les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

1.3 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 35 20 23 – Dragage

1.4 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Le travail consiste à draguer cinq (5) havres de pêche sur la Côte-Nord de la province de Québec. Le volume total à draguer pour les cinq (5) havres est d'environ 17,000 mètres cubes mesurés en place. Le dragage pourrait être réalisé par équipement mécanique (Pelle avec benne preneuse) avec chaland à fond ouvert ou par pompage. L'Entrepreneur pourrait être appelé à réaliser les travaux selon l'une ou l'autre, ou par combinaison des deux méthodes cités plus haut.

Les cinq havres à draguer sont :

Baie-Comeau (chenal des pêcheurs);
 Baie-Trinité (quai des pêcheurs);
 Rivière-au-Tonnerre (quai des pêcheurs)
 Mingan (quai des pêcheurs)
 Havre-Saint-Pierre (entrée de la rade polyvalente)

À titre indicatif, les matériaux à draguer sont principalement constitués de sable aux différents sites avec possibilité de gravier au site de Baie-Trinité.

- .2 Le Ministère souhaite octroyer un contrat pour l'ensemble des sites mentionnés au point 1.4.1.
- .3 Les déblais de dragage devront être disposés selon les modalités prescrites aux rapports sur l'évaluation des effets environnementaux qui sont fournis en supplément du devis.

À titre d'information préliminaire, le mode de disposition retenu pour chacun des sites est le suivant :

Baie-Comeau :	Site d'immersion en eaux libres;
Baie-Trinité :	Site de disposition terrestre à être identifié par l'Entrepreneur;
Rivière-au-Tonnerre :	Site de disposition terrestre situé à proximité du quai et propriété de pêches et Océans Canada;
Mingan :	Site de disposition terrestre situé sur le terrain de Pêches et Océans Canada.
Havre-Saint-Pierre :	Site de disposition terrestre à être identifié par l'Entrepreneur;

- .4 L'Entrepreneur devra réaliser les travaux selon les dates inscrites aux documents contractuels.
- .5 L'équipement de l'Entrepreneur doit être rendu au premier site de dragage et prêt à débiter les travaux une semaine après l'octroi du contrat. L'Entrepreneur devra compléter les travaux avant le 31 mars 2017.
- .6 L'Entrepreneur devra prévoir le matériel, les équipements et le personnel requis afin de réaliser les travaux selon les attentes spécifiées.

1.5 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'Entrepreneur peut utiliser le lieu de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- .2 L'utilisation des lieux par l'Entrepreneur est restreinte aux zones nécessaires à l'exécution des travaux et d'accès afin de permettre :
 - .1 l'utilisation des lieux par le Ministère;
 - .2 l'utilisation des lieux par le public;
 - .3 l'utilisation des lieux par les navigateurs.
- .3 Coordonner l'utilisation des lieux selon les directives du Représentant du ministère.
- .4 L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures de sécurité et les précautions nécessaires pour protéger les personnes, la propriété et les structures contre tout accident ou dommage qui pourrait survenir durant l'exécution des travaux.
- .5 L'Entrepreneur devra effectuer les travaux de manière à ne pas nuire aux opérations normales et à ne pas compromettre la sécurité des usagers.
- .6 L'Entrepreneur devra tout mettre en œuvre pour rendre sécuritaires tous les types de rencontre qui surviendront avec les navires. Il devra entre autres communiquer adéquatement en tout temps avec les régulateurs du Trafic maritime (SCTM).
- .7 Exécuter tous les travaux nécessaires pour assurer la continuation des services existants et pour permettre l'accès de la propriété aux personnes et aux véhicules autorisés.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Pêches et Océans Canada
 - .1 Clauses et conditions générales (voir document de soumission).

1.2 CONSIDÉRATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents requis au Représentant du ministère aux fins d'approbation. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
- .3 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques.
- .4 Examiner les documents avant de les remettre au Représentant du ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .5 Aviser par écrit le Représentant du ministère au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .6 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .7 Le fait que les documents soumis soient examinés par le Représentant du ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.

- .8 Le fait que les documents soumis soient examinés par le Représentant du ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des documents contractuels.
- .9 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.
- .10 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 la désignation de chaque document ainsi que le nombre soumis;
 - .5 toute autre donnée pertinente.
- .11 Le Ministère fournira à l'Entrepreneur des copies des permis d'immersions accordés pour chacun des sites où de l'immersion est nécessaire. L'Entrepreneur devra afficher ces permis sur les équipements utilisés à cette fin.
- .12 L'Entrepreneur devra compléter un registre d'immersion pour chacun des sites où l'immersion des matériaux est autorisée. L'Entrepreneur devra remettre les copies originales des registres d'immersion dès que les travaux auront pris fin.

1.3 CERTIFICATS ET PROCÈS-VERBAUX

- .1 Soumettre au Représentant du ministère les documents exigés par l'organisme ayant juridiction pour la protection des travailleurs en cas d'accident de travail immédiatement après l'attribution du contrat.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 CONTENU DE LA SECTION

- .1 L'Entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier/lieu de travail ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Selon le contexte, la dernière version disponible des documents suivants doit toujours être utilisée :
 - .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
 - .2 Association canadienne de normalisation (CSA).
 - .3 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q. Chapitre S-2.1 [2002].
 - .4 Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6 [2001].
 - .5 Tout autre loi ou règlement en matière de santé et de sécurité qui serait applicable en vertu du statut de l'entreprise ou du contexte d'exécution des travaux.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
- .2 Transmettre au Représentant du ministère le programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail de construction, tel que décrit à l'article 1.8 – Gestion de la santé et de la sécurité, au moins 10 jours avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le Représentant du ministère peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du chantier/lieu de travail. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.
- .3 Transmettre au Représentant du ministère la grille d'inspection du chantier/lieu de travail dûment complétée à la fréquence indiquée à l'article 1.12 – Inspection des lieux de travail et correction des situations dangereuses.
- .4 Transmettre au Représentant du ministère, dans les 24 heures, une copie de tout rapport d'inspection, avis de corrections, ou recommandations émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.

- .5 Transmettre au Représentant du ministère, dans les 24 heures, un rapport d'enquête pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque.
- .6 Transmettre au Représentant du ministère toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés au chantier/lieu de travail, et ce, au moins trois (3) jours avant leur utilisation sur le chantier/lieu de travail.
- .7 Transmettre au Représentant du ministère les copies des certificats de formation qui sont requis pour l'application du programme de prévention, notamment :
 - .1 Secourisme en milieu de travail et réanimation cardiorespiratoire;
 - .2 Travaux en espaces clos;
 - .3 Procédure de cadenassage;
 - .4 Port et ajustement des équipements de protection individuelle;
 - .5 Et toute autre formation requise par règlement ou par le programme de prévention.
- .8 Examens médicaux : lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, ou d'un programme de prévention, l'Entrepreneur doit :
 - .1 Avant la mobilisation, transmettre au Représentant du ministère les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés qui seront présents à l'ouverture du chantier/lieu de travail.
 - .2 Transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées au chantier/lieu de travail.
- .9 Plan d'urgence : le plan d'urgence, tel que décrit à l'article 1.8.3 – Gestion de la santé et de la sécurité, doit être transmis au Représentant du ministère en même temps que le programme de prévention.
- .10 Permis de travail : l'Entrepreneur doit obtenir tous les permis municipaux, provinciaux et fédéraux qui sont requis, conformément aux exigences du contrat. Une copie des demandes de permis doit être envoyée sans délai au Représentant du ministère.
- .11 Plans et attestations de conformité : l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du ministère une copie signée et scellée par un Représentant du ministère des méthodes de travail, des plans et des attestations de conformité dans le cas suivant :
 - .1 Toute modification à un équipement ou à une pièce de machinerie qui n'a pas été autorisée par écrit par le fabricant. Une copie de ces documents doit être disponible en tout temps au chantier/lieu de travail.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 L'Entrepreneur doit procéder à une identification des dangers relatifs à chacune des tâches effectuées sur le chantier/lieu de travail.

- .2 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN/CSA-Z-259.10-M90. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.
- .3 Un équipement, un outil ou un moyen de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- .4 Tous les équipements mécaniques doivent être inspectés avant leur arrivée sur le chantier/lieu de travail. Avant l'utilisation d'un équipement mécanique, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du ministère une attestation de conformité signée par un mécanicien compétent. Le Représentant du ministère peut en tout temps, s'il suspecte une défectuosité ou un risque d'accident, ordonner l'arrêt immédiat de l'équipement et exiger une deuxième inspection par un spécialiste de son choix.

1.5 RÉUNIONS

- .1 Un représentant décisionnel de l'Entrepreneur doit assister à toutes les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier/lieu de travail.
- .2 L'Entrepreneur doit mettre sur pied un comité de chantier et tenir les réunions à toutes les deux semaines. Ce comité doit regrouper au moins un représentant décisionnel de l'Entrepreneur et un représentant des travailleurs pour chaque métier ou secteur d'activité. Le rôle du comité est de voir à l'application du programme de prévention et de s'assurer que des mesures sont prises pour corriger rapidement toute situation qui pourrait provoquer un accident ou compromettre la santé des travailleurs.

1.6 EXIGENCES DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION

- .1 Se conformer à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes qui sont applicables à l'exécution des travaux.

1.7 CONDITIONS DU TERRAIN/DE MISE EN ŒUVRE

- .1 Sur ce chantier/lieu de travail, l'Entrepreneur doit tenir compte des particularités suivantes :
 - .1 Risques associés au transbordement, manipulation et abordage d'équipements flottants ainsi qu'aux travaux manuels à proximité d'une pelle hydraulique ou à câble en cours d'opération lors des travaux de dragage.
 - .2 Risques associés à un déversement potentiel de produit pétrolier en mer et des opérations relatives à son confinement.

1.8 GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit accepter et assumer toutes les tâches et les obligations normalement dévolues au maître d'œuvre et à l'employeur en vertu des lois et règlements sur la santé et la sécurité du travail qui lui sont applicables.
- .2 L'Entrepreneur doit élaborer un programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail qui soit basé sur l'identification des risques et mettre en application ce programme du début du projet jusqu'à la dernière étape de la démobilitation. Le programme de prévention doit tenir compte des informations qui apparaissent à l'article 1.7 – Conditions du terrain / de mise en œuvre. Il doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article 1.3 – Documents / échantillons à soumettre. Le programme de prévention doit inclure au minimum :
 - .1 La politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
 - .2 La description des travaux, le coût total des travaux, l'échéancier et la courbe prévue des effectifs;
 - .3 L'organigramme des responsabilités en matière de santé et sécurité;
 - .4 L'organisation physique et matérielle du chantier/lieu de travail;
 - .5 Les normes de premiers secours et premiers soins;
 - .6 L'identification des risques par rapport au chantier/lieu de travail;
 - .7 L'identification des risques en relation avec les tâches effectuées, incluant les mesures de prévention et les modalités de mise en application;
 - .8 La formation requise;
 - .9 La procédure en cas d'accident/blessures;
 - .10 L'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention;
 - .11 Une grille d'inspection du chantier/lieu de travail basée sur les mesures préventives contenues dans le présent programme.
- .3 L'Entrepreneur doit élaborer un plan d'urgence efficace, en relation avec les caractéristiques et les contraintes du chantier/lieu de travail et de son environnement. Le plan d'urgence doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article 1.3 – Documents / échantillons à soumettre. Ce plan doit notamment contenir :
 - .1 La procédure d'évacuation;
 - .2 L'identification des ressources (police, pompiers, ambulances etc.);
 - .3 L'identification des personnes responsables sur le chantier/lieu de travail;
 - .4 L'identification des secouristes;
 - .5 La formation requise pour les personnes responsables de son application;
 - .6 Et toute autre information qui serait nécessaire, compte tenu des caractéristiques du chantier/lieu de travail.

1.9 RESPONSABILITÉS

- .1 Peu importe la taille du chantier/lieu de travail ou le nombre de travailleurs présents, l'Entrepreneur doit nommer une personne compétente à titre de superviseur et responsable de la santé et de la sécurité. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens à pied d'œuvre et dans l'environnement immédiat du chantier/lieu de travail qui pourrait être affecté par le déroulement de certains travaux.
- .2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale ou provinciale qui lui sont applicables, les normes et le programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail, et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par un inspecteur.
- .3 L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le chantier/lieu de travail propre et bien ordonné, tout au long des travaux.

1.10 COMMUNICATION ET AFFICHAGE

- .1 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité sur le chantier/lieu de travail. Dès leur arrivée au chantier/lieu de travail, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. L'Entrepreneur doit insister sur le droit des travailleurs de refuser d'exécuter un travail s'ils croient que ce travail peut compromettre leur santé, leur sécurité, leur intégrité physique ou celles des autres personnes présentes sur le chantier/lieu de travail. Il doit conserver sur le chantier/lieu de travail et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.
- .2 Les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs :
 - .1 Identification de l'employeur et/ou du maître d'œuvre;
 - .2 Politique de l'entreprise en matière de santé et sécurité au travail;
 - .3 Programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail;
 - .4 Plan d'urgence;
 - .5 Fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier/lieu de travail;
 - .6 Procès-verbaux des réunions du comité de chantier/lieu de travail;
 - .7 Noms des représentants au comité de chantier/lieu de travail;
 - .8 Nom des secouristes;
 - .9 Rapports d'intervention et de correction émis par les inspecteurs.

1.11 IMPRÉVUS

- .1 Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis et non identifiable lors de l'inspection préliminaire du chantier/lieu de travail apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir le Représentant du ministère verbalement et par écrit. L'Entrepreneur doit par la suite faire les modifications nécessaires au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.

1.12 INSPECTION DES LIEUX DE TRAVAIL ET CORRECTION DES SITUATIONS DANGEREUSES

- .1 Inspecter les lieux de travail et compléter la grille d'inspection du chantier/lieu de travail au moins une fois par semaine.
- .2 Prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour corriger les dérogations aux lois et règlements et les situations dangereuses qui sont identifiées par un inspecteur du gouvernement, par le Représentant du ministère, par le coordonnateur santé-sécurité construction de Pêches et Océans Canada, ou lors des inspections périodiques.
- .3 Transmettre au Représentant du ministère une confirmation écrite de toutes les mesures prises pour corriger les dérogations et les situations dangereuses.
- .4 Arrêt des travaux : Accorder à la personne mandatée par l'Entrepreneur pour s'occuper de la santé et de la sécurité toute l'autorité nécessaire pour ordonner l'arrêt et la reprise des travaux lorsqu'il juge que c'est nécessaire ou souhaitable pour des raisons de santé et de sécurité. Elle devra faire en sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier/lieu de travail ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux. Sans limiter la portée de l'article « Gestion de la santé et de la sécurité » et de l'article « Responsabilité », le Représentant du ministère ou toute personne mandatée par pêches et Océans Canada-Ports pour petits bateaux pour s'occuper de la gestion ou de la surveillance du projet peut en tout temps ordonner l'arrêt des travaux si, selon sa perception, il existe un danger ou un risque pour la santé ou la sécurité du personnel de chantier/lieu de travail ou du public ou pour l'environnement.

1.13 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage et tout autre usage d'explosifs est interdit, à moins d'avoir été autorisé par écrit par le Représentant du ministère.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 PRIORITÉ

- .1 Les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

1.2 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier/lieu de travail ne sont pas permis.

1.3 ÉVACUATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'évacuer des matériaux de rebut et/ou des matériaux volatils comme les essences minérales et les diluants pour l'huile ou la peinture, en les déversant dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou des égouts sanitaires. Ces matériaux ci-contre doivent donc être disposés conformément aux exigences des autorités locales.

1.4 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 Assurer le contrôle des gaz dégagés par le matériel et l'équipement, conformément aux exigences des autorités locales.
- .2 Empêcher les matériaux fins et les autres matières étrangères de contaminer l'air au-delà du site des travaux.
- .3 Avoir en tout temps sur le chantier/lieu de travail des matières absorbantes afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement de matière dangereuse.
- .4 En cas de déversement maritime accidentel, l'Entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement le réseau d'alerte et d'avertissement de la Garde côtière canadienne au 1-800-363-4735, et prendre toutes les actions requises pour corriger la situation et limiter au maximum les impacts sur l'environnement.
- .5 L'Entrepreneur devra également avoir à sa disposition sur la drague, une trousse pour le contrôle de déversement accidentel. Cette trousse devra être de type « Quatrex Q Ultra 75 » ou l'équivalent. L'Entrepreneur devra faire usage de la trousse advenant un déversement d'hydrocarbure et mettre en application l'article 1.4.4 de la présente section.
- .6 En ce qui concerne le transport, la manipulation et l'entreposage de marchandises dangereuses à bord des embarcations, l'Entrepreneur devra se conformer à la Loi sur la Marine marchande du Canada et à tous les règlements qui en découlent.

- .7 Ne pas disposer de déblais, de matériaux de rebut ou de débris dans les cours d'eau.
- .8 Ne pas entreposer de produits pétroliers, ou toute autre matière dangereuse, à moins de 30 mètres de la rive.
- .9 Effectuer l'entretien des véhicules et le plein de carburant à une distance minimale de 30 mètres de la rive.
- .10 Pour une bonne gestion des aspects environnementaux reliés aux travaux de dragage, l'Entrepreneur devra prendre en considérations les éléments soulevés dans l'exemple de fiche de suivi environnemental fourni à l'annexe 8 du présent devis.

1.5 ESPÈCES ENVAHISSANTES

- .1 Une espèce envahissante exotique est, par définition, une espèce étrangère à l'écosystème où elle se trouve, mais capable de s'y reproduire et susceptible d'avoir des effets nuisibles sur l'économie, l'environnement ou la santé humaine. Ce genre d'organisme nuisible comprend, outre des plantes, certains animaux, champignons et microorganismes qui représentent également une menace à l'endroit de la biodiversité.
- .2 Les écosystèmes marins sont vulnérables à la venue d'espèces allochtones ou envahissantes, entre autres, lors de la réalisation de travaux nécessitant des équipements flottants. Afin d'éviter l'introduction d'espèces allochtones envahissantes dans l'écosystème naturel lors de la réalisation de travaux en milieu marin avec des équipements flottants, les mesures suivantes devront être respectées. Les risques d'introduction d'espèces allochtones sont minimisés par l'utilisation d'équipements marins propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux. Ainsi :
 - .1 Pour les équipements qui ont été nettoyés et entreposés sur la terre ferme juste avant la réalisation des travaux, l'entrepreneur doit :
 - .1 fournir, par écrit au Représentant du ministère, une liste de ces équipements, le lieu d'entreposage et la date envisagée pour la mise à l'eau. Le Représentant du ministère doit être en mesure de vérifier si les équipements étaient bien propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux.
 - .2 Pour les équipements déjà à l'eau, l'entrepreneur doit démontrer, à ses frais, que ces équipements flottants sont exempts d'espèces envahissantes, et ce, juste avant de les mobiliser vers le site des travaux. Ainsi :
 - .1 L'Entrepreneur devra fournir un rapport d'inspection écrit, immédiatement avant la mobilisation de ces derniers vers le lieu des travaux, certifiant qu'ils sont exempts d'espèces envahissantes. Le rapport d'inspection devra être réalisé par un biologiste qualifié dans l'identification de la faune benthique. L'échantillonnage devra être effectué par des plongeurs. Le rapport devra contenir, sans toutefois s'y limiter, l'information suivante : la liste des équipements inspectés (remorqueurs, chalands, etc.), la date et lieu

de l'inspection, un résumé des protocoles d'échantillonnage et d'identification, la liste des échantillons, un tableau des résultats et une attestation concernant la présence ou l'absence d'espèces envahissantes. Le rapport devra contenir des photographies et être signé par le biologiste compétent avant d'être remis au Représentant du ministère avec les autres documents contractuels exigés et ce, avant la mobilisation des équipements sur la Côte-Nord.

- .2 Dans l'éventualité où le rapport d'inspection confirme la présence d'espèces envahissantes, l'entrepreneur est tenu de remplacer l'équipement ou de procéder, à ses frais, au nettoyage complet de l'équipement. La description des travaux de nettoyage effectués devra être incluse dans le nouveau rapport d'inspection (après nettoyage) avec toute l'information pertinente mentionnée précédemment.
- .3 Le Ministère se réserve le droit d'effectuer une contre-expertise en tout temps. Dans l'éventualité que des espèces envahissantes sont observées, l'entrepreneur devra interrompre les travaux et procéder, à ses frais, au nettoyage des équipements visés et suivre la procédure mentionnée précédemment.

1.6 ZONES D'EXCLUSION AU DRAGAGE ET/OU À L'IMMERSION

- .1 Certaines zones à l'intérieur des superficies de dragage peuvent présenter des concentrations de produits chimiques qui empêchent soit le dragage soit l'immersion des sédiments en mer. L'Entrepreneur ne devra pas intervenir à l'intérieur des limites définies comme « zones d'exclusion » sans l'approbation écrite du Ministère. Les zones d'exclusions sont montrées aux gabarits de dragage approuvés pour chacun des sites.
- .2 Les zones d'exclusion sont établies à partir de la caractérisation des matériaux faites sur une base régulière. Comme les zones d'exclusion peuvent varier d'une année à l'autre, l'Entrepreneur devra vérifier à chaque année les gabarits de dragage préalablement au début des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.2 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER

- .1 Il sera permis de stationner sur les quais, à la condition que cela n'entrave pas la circulation des usagers.
- .2 Nettoyer les voies de circulation si on y a utilisé de l'équipement de chantier.

1.3 INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 Prévoir des installations sanitaires pour le personnel / travailleurs conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur en état de propreté.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 OBJECTIFS EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS (Disposition terrestre)

- .1 Cette section concerne principalement la disposition des matériaux dragués sur un ou des sites terrestres.
- .2 Protéger l'environnement et prévenir la pollution et les impacts environnementaux.

1.2 DÉFINITIONS

- .1 Réutilisation/réemploi : Utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent dans le cas d'une réutilisation et d'un usage similaire dans le cas du réemploi. La réutilisation/le réemploi comprend ce qui suit :
 - .1 La récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés/réemployés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant leur démolition, aux fins de leur revente, leur réutilisation, leur réemploi au sein du même projet ou encore leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure.

1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets, des matières volatiles, des essences minérales, des hydrocarbures et du diluant à peinture dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.

1.4 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux.
- .2 Mettre en œuvre les mesures de sécurité provisoires approuvées par le Représentant du ministère.

1.5 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités afin d'assurer un déroulement ordonné des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 NETTOYAGE

- .1 Une fois les travaux terminés, laisser les lieux propres et en ordre.
- .2 Nettoyer la zone des travaux au fur et à mesure.

3.2 VALORISATION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS

- .1 Les matériaux provenant du dragage et pouvant être valorisés pourront être sortis du chantier à condition que l'Entrepreneur :
 - .1 fournisse une promesse écrite à l'effet que l'exploitant du site où seront déposés les matériaux pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tiendront Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt de ces matériaux sur ce site par l'Entrepreneur, ses employés, agent ou sous- entrepreneurs, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux;
 - .2 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, autorisant l'Entrepreneur à déposer sur ce site les matériaux provenant du dragage et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés;
 - .3 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tenant Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toute réclamation pouvant résulter du dépôt sur ce site de matériaux provenant du dragage et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés, et de l'utilisation subséquente de ces matériaux.

Ce document devra :

- .1 être fait en double exemplaire si l'exploitant du site n'en est pas le propriétaire (i.e. un exemplaire par l'exploitant du site et un exemplaire par le propriétaire de ce site);

- .2 indiquer le numéro de cadastre des lots formant le site de dépôt des matériaux pouvant être valorisés ainsi que le nom du propriétaire de ces lots;
- .3 contenir le paragraphe suivant :
« _____ (inscrire le nom de l'entreprise exploitant le site ou, le cas échéant, le nom du propriétaire de ce site) tiendra Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt par _____ (indiquer le nom de l'Entrepreneur), ses employés, agents ou sous-entrepreneurs, sur le(s) lot(s) portant le(s) numéro(s) _____ (indiquer l'ouvrage devant être démolé) et pouvant, de l'avis de _____ (indiquer le nom de l'Entrepreneur), être valorisés, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux »; et,
- .4 fournisse un document dûment émis par la MRC ou la municipalité où est situé le site autorisant l'exploitant du site et le propriétaire du site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, à utiliser ce site pour le dépôt de matériaux provenant du dragage et pouvant être valorisés; et,
- .5 obtienne préalablement l'approbation écrite du Représentant du ministère.

3.3 PRINCIPALES AUTORITÉS EN ENVIRONNEMENT AU SEIN DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

.1 Principales autorités gouvernementales en environnement

<u>Niveau</u>	<u>Description</u>	<u>Renseignements généraux</u>	<u>Télécopieur</u>
Gouvernement du Québec	Ministère du Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	1-418-521-3830 1-800-561-1616	1-418-646-5974
Gouvernement du Canada	Environnement Canada	1-800-668-6767	1-819-994-1412
Gouvernement du Canada	Pêches et Océans Canada Protection des pêches	1-877-722-4828	1-418-775-0658
Gouvernement du Canada	Agence canadienne d'évaluation environnementale	1-418-649-6444	1-418-649-6443

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 11 – Description sommaire des travaux.
- .2 Section 01 35 43 – Protection de l’environnement.

1.2 MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT

- .1 Seuls les matériaux excavés au-dessus du niveau de dragage requis et en deçà des pentes latérales indiquées ou spécifiées seront mesurés.
- .2 Les quantités indiquées au bordereau des prix sont des quantités approximatives prévues et elles ne pourront être augmentées sans l’autorisation écrite du Représentant du Ministère. Aucun paiement ne sera effectué pour des travaux relatifs aux quantités additionnelles sans que l’Entrepreneur ait reçu une autorisation écrite du Représentant du ministère.
- .3 Poste 1A - Montant forfaitaire : Mobilisation/Démobilisation « A » :
 - .1 L’Entrepreneur consent à fournir, si le Représentant du ministère le demande, les renseignements suivants reliés au montant forfaitaire défini dans la présente section, et ce, en dedans de 48 heures :
 - .1 distances parcourues en km;
 - .2 itinéraire;
 - .3 dates approximatives.
 - .2 Le montant forfaitaire devra représenter les frais encourus par le Ministère relativement à la mise en place / en service de l’équipement de l’Entrepreneur et mobilisation à destination du premier endroit de dragage et au démantèlement et démobilisation de l’équipement de l’Entrepreneur en provenance du dernier site sur ce contrat.
 - .3 Les frais d’organisation de chantier sont inclus dans ce montant.
- .4 Article no 1B – Prix unitaire : Mobilisation/Démobilisation « B » :
 - .1 Le coût unitaire devra représenter les frais par mille marin encourus par le Ministère relativement au déplacement de l’équipement de l’Entrepreneur entre les sites de dragage sur ce contrat.

- .5 Article no 2A – Prix unitaire : Dragage mécanique (pelle sur chaland avec godet ou benne preneuse):
- .1 L'Entrepreneur doit, si applicable, soumettre un prix unitaire par mètre cube mesuré en place (m^3mp) qui sera appliqué au volume dragué par équipement mécanique (pelle sur barge, pelle avec godet ou benne preneuse). L'Entrepreneur peut présenter une demande de paiement, une fois le « Certificat d'achèvement de site » signé par le Représentant du ministère.
- Dans l'éventualité où les travaux excéderaient trente (30) jours, un paiement progressif basé sur les quantités préliminaires m^3mp pourra être accepté conformément aux conditions générales du contrat (ref. art. 5.4 division R2850D).
- .2 Le secteur de dragage est défini par les limites latérales et les niveaux de profondeur indiqués sur les plans et comprend des pentes latérales d'un ratio de 3 horizontal pour 1 vertical, telles que définies à l'article 1.3.9 de la présente section.
- .3 Le dragage sera mesuré au mètre cube en place (m^3mp). Le volume sera établi d'après les levés bathymétriques exécutés avant et après le dragage complet des aires délimitées sur les plans.
- .4 Suite aux sondages avant dragage, le Ministère se réserve le droit de modifier en tout temps les limites horizontales et/ou verticales, afin de se rapprocher le plus près possible des quantités estimées au tableau des prix unitaires.
- .5 Le balayage et nivelage des aires draguées sont inclus dans le prix unitaire du dragage et doit comprendre tout l'équipement, l'outillage, main-d'œuvre, etc. nécessaires pour l'exécution de ces travaux.
- .6 Toutes les opérations qui se rapportent à la mise en place de l'équipement de dragage seront considérées comme reliées aux travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .7 Du remplissage et de la sédimentation dans des secteurs où les travaux ne sont pas terminés, ou précédemment dragués, peut survenir avant l'acceptation. L'Entrepreneur est responsable et doit enlever ce matériel et compléter le dragage de toutes les aires montrées sur le plan au niveau de profondeur spécifié en vue de l'obtention du « Certificat d'achèvement de site ». L'enlèvement du matériel de remplissage ou de sédimentation durant le dragage ne sera pas mesuré séparément pour paiement.
- .8 Dans son prix unitaire, l'Entrepreneur doit inclure tous les coûts associés aux matériaux dragués sous le niveau de dragage et à l'extérieur des limites de dragage.

- .6 Article no 2B – Prix unitaire : Dragage par pompage (pelle sur chaland et pompe/équipement de pompage flottant) :
- .1 L'Entrepreneur doit, si applicable, soumettre un prix unitaire par mètre cube mesuré en place (m^3mp) qui sera appliqué au volume dragué par pompage. L'Entrepreneur peut présenter une demande de paiement, une fois le « Certificat d'achèvement de site » signé par le Représentant du ministère.
- Dans l'éventualité où les travaux excéderaient trente (30) jours, un paiement progressif basé sur les quantités préliminaires m^3mp pourra être accepté conformément aux conditions générales du contrat (ref. art. 5.4 division R2850D).
- .2 Le secteur de dragage est défini par les limites latérales et les niveaux de profondeur indiqués sur les plans et comprend des pentes latérales d'un ratio de 3 horizontal pour 1 vertical, telles que définies à l'article 1.3.9 de la présente section.
- .3 Le dragage sera mesuré au mètre cube en place (m^3mp). Le volume sera établi d'après les levés bathymétriques exécutés avant et après le dragage complet des aires délimitées sur les plans.
- .4 Suite aux sondages avant dragage, le Ministère se réserve le droit de modifier en tout temps les limites horizontales et/ou verticales, afin de se rapprocher le plus près possible des quantités estimées au tableau des prix unitaires.
- .5 Le balayage et nivelage des aires draguées sont inclus dans le prix unitaire du dragage et doit comprendre tout l'équipement, l'outillage, main-d'œuvre, etc. nécessaires pour l'exécution de ces travaux.
- .6 Toutes les opérations qui se rapportent à la mise en place de l'équipement de dragage seront considérées comme reliées aux travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .7 Du remplissage et de la sédimentation dans des secteurs où les travaux ne sont pas terminés, ou précédemment dragués, peut survenir avant l'acceptation. L'Entrepreneur est responsable et doit enlever ce matériel et compléter le dragage de toutes les aires montrées sur le plan au niveau de profondeur spécifié en vue de l'obtention du « Certificat d'achèvement de site ». L'enlèvement du matériel de remplissage ou de sédimentation durant le dragage ne sera pas mesuré séparément pour paiement.
- .8 Dans son prix unitaire, l'Entrepreneur doit inclure tous les coûts associés aux matériaux dragués sous le niveau de dragage et à l'extérieur des limites de dragage.
- .7 Article no 3A – Prix unitaire : Évacuation – Immersion / Rechargement de plage / Remise en circulation :
- .1 Le prix unitaire soumis pour l'évacuation des matériaux dragués sera constitué du volume payable de l'article no 2 (m^3mp) du tableau des prix unitaires, multiplié par la distance kilométrique (km) navigable la plus courte (Annexe 1) entre le site de

- dragage et le site d'immersion autorisé / le lieu de rechargement / le lieu de remise en circulation des matériaux provenant du dragage.
- .2 L'évacuation des matériaux dragués sera effectuée conformément aux prescriptions du Permis sur l'immersion de déchets en mer en vigueur (Annexe 5), et des autres documents contractuels.
- .3 Dans le cas d'un dragage par pompage, le prix unitaire comprendra la fourniture et la mise en place des conduits d'acheminement des matériaux dragués jusqu'au site de disposition des matériaux.
- .8 Article no 3B – Prix unitaire : Évacuation – Disposition terrestre :
- .1 Le prix unitaire soumis pour l'évacuation des matériaux dragués sera constitué du volume payable de l'article no 2 (m³mp) du tableau des prix unitaires, multiplié par la distance kilométrique (km) navigable établie à 1.0 kilomètre entre le site de dragage et le site de disposition terrestre autorisé.
- .2 Le prix fourni par l'Entrepreneur comprendra tous les équipements, toute la main-d'œuvre et tous les matériaux nécessaires à l'évacuation des matériaux dragués et leur mise en dépôt sur le quai ou à l'endroit désigné par le Ministère conformément aux directives du Représentant du ministère et des autres documents contractuels.
- .3 Dans le cas d'un dragage par pompage, le prix unitaire comprendra la fourniture et la mise en place des conduits d'acheminement des matériaux dragués jusqu'au site de disposition des matériaux.
- .4 Le prix inclura également, et au besoin, les travaux de création d'un bassin de décantation temporaire afin de permettre une évacuation minimale de l'eau contenue dans les matériaux de dragage ou de la recirculation de l'eau dans le cas d'un dragage par pompage.
- .5 Le prix inclura également tous les frais de transport terrestre, les frais de disposition des matériaux, les frais de nivellement des matériaux qui devront être transportés hors du site pour les havres de Baie-Trinité et de Havre-Saint-Pierre.
- .6 Le prix inclura également tous les frais de transport terrestre et les frais de nivellement des matériaux qui devront être transportés et nivelés pour les havres de Mingan et Rivière-au-Tonnerre.
- .9 Article no 4 – Prix unitaire : Enlèvement de débris ou encombrement
- .1 Le coût unitaire pour l'enlèvement de débris ou autre opération connexe devra représenter les frais associés à la récupération, au transport et à la disposition des éléments.
- Le coût de réalisation sera basé sur le coût horaire soumis de l'équipement flottant et sera mesuré en temps directement lié à l'opération.
- .10 Considérations diverses :

-
- .1 L'unité globale et les prix unitaires comprendront tous les matériaux, le transport, la location, l'installation de l'équipement, l'équipement, l'outillage, la main-d'œuvre, les dépenses pour exécuter des travaux non spécifiquement décrits soit aux plans, soit au devis ou autres documents de soumission, mais jugés nécessaires pour les rendre conformes aux règles de l'art.
 - .2 Tous les travaux décrits dans le présent devis, ou représentés sur les plans, ou encore nécessaires à l'achèvement des travaux faisant l'objet du présent devis, sans toutefois être définis tel un élément distinct donnant droit à un montant forfaitaire ou à un paiement unitaire, seront considérés directement ou indirectement reliés à l'objet global du contrat et aucun paiement distinct ne sera effectué à l'égard de l'un ou l'autre de ces travaux; le coût de tous travaux directement ou indirectement reliés à l'objet du présent contrat doit cependant être inclus dans les prix unitaires indiqués dans la soumission.
 - .3 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les structures temporaires utilisées lors des opérations de dragage.
 - .4 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les délais attribuables aux saisons de pêche ou aux engins de pêche localisés aux sites de dragage ou au lieu d'immersion.
 - .5 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour des délais résultants du trafic maritime.
 - .6 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour le temps d'arrêt.
 - .7 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les facilités d'amarrage et d'ancrage pour la drague ou tout autre équipement flottant.
 - .8 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les temps d'arrêts résultants d'ajustement opérationnels de la performance.
 - .9 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les pertes de temps résultant des conditions climatiques.
 - .11 Les soumissionnaires devront établir leurs soumissions, de la façon suivante :
 - .1A Coûts totaux fixes pour mobiliser et démobiliser l'équipement de dragage pour effectuer les travaux de dragage prévus à différents sites sur la Côte-Nord. (Référence : Article 1A du tableau des prix forfaitaires).
 - .1B Prix unitaire au mille marin (MM) pour effectuer les déplacements entre les sites de dragage. (Référence : Article no 1B du tableau des prix unitaires).
 - .2A Prix unitaire au mètre cube (m^3 mp) pour effectuer le dragage d'un volume estimé à 17,000 m^3 mesuré en place au moyen d'équipement mécanique (pelle sur barge, pelle avec godet et/ou benne preneuse). (Référence : Article no 2A du tableau des prix unitaires).

- .2B Prix unitaire au mètre cube (m^3mp) pour effectuer le dragage d'un volume estimé à 17,000 m^3 mesuré en place au moyen d'équipement de pompage (Pelle, pompe hydraulique et ligne de transport).

Note importante relative aux articles 2A et 2B :

L'Entrepreneur devra fournir un prix pour les deux méthodes de dragage demandé. Par contre, les quantités inscrites pour chacun de ces articles ne doivent pas être interprétées comme cumulatives car le Ministère pourrait utiliser l'une ou l'autre des méthodes, ou une combinaison des deux méthodes pour la réalisation des travaux.

Dans l'éventualité où deux méthodes seront utilisées pour le dragage des matériaux (mécanique et pompage) pour un même site et à l'intérieur d'une même phase, le calcul des quantités pour chacune des méthodes sera établi conjointement entre le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur selon les rapports d'activités de l'Entrepreneur et en regard des quantités (m^3mp) établies par la différence entre les relevés avant et après dragage.

- .3A Prix unitaire au mètre cube – kilomètre (m^3mp-km) pour effectuer l'évacuation des matériaux de dragage aux sites d'immersion, de rechargement de plage, ou de remise en circulation (by-pass) autorisés (Référence : Article no 3A du tableau des prix unitaires).
- .3B Prix unitaire au mètre cube (m^3mp) pour effectuer l'évacuation des matériaux de dragage aux sites de disposition temporaire terrestre (maximum 1 km du lieu de dragage) (Référence : Article no 3B du tableau des prix unitaires). Le prix inclura, au besoin, la création d'un bassin de décantation temporaire afin de permettre une évacuation minimale de l'eau contenue dans les matériaux de dragage ou de la recirculation de l'eau dans le cas d'un dragage par pompage.

Note importante relative aux articles 3A et 3B :

L'Entrepreneur devra fournir un prix pour les deux méthodes de disposition demandées. Par contre, les quantités inscrites pour chacun de ces articles ne doivent pas être interprétées comme cumulatives car le Ministère pourrait utiliser l'une ou l'autre des méthodes, ou une combinaison des deux méthodes pour la réalisation des travaux.

Dans l'éventualité où deux méthodes seront utilisées pour la disposition des matériaux (immersion et terrestre) pour un même site et à l'intérieur d'une même phase, le calcul des quantités pour chacune des méthodes sera établi conjointement entre le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur selon les rapports d'activités de l'Entrepreneur et en regard des quantités (m^3mp) établies par la différence entre les relevés avant et après dragage.

- .4 Prix unitaire à l'heure (h) pour l'enlèvement des débris (Référence : Article no 4 du tableau des prix unitaires).

- .1 Le retrait des débris ou encombrement, préalablement autorisé par le Représentant du ministère et le coût pour ces travaux, sera évalué en fonction du nombre d'heures effectivement consacrées à leur enlèvement. Le coût horaire de l'équipement de dragage utilisé pour ces travaux sera payé au taux unitaire figurant à l'article no 4 du tableau des prix unitaires.

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Dragage : excavation de matériaux immergés, y compris la mise en place dans des maries-salopes (chalands à fond ouvrant) des matériaux excavés.
- .2 Évacuation : transport et rejet dans un site d'immersion autorisé des matériaux excavés ou vers un lieu de disposition terrestre.
- .3 Matériaux de classe A : roc massif devant être fragmenté par forage ou dynamitage, ainsi que roches et fragments de roches ayant un volume d'au moins 1.5 m³.
- .4 Matériaux de classe B : roche détachée ou roche schisteuse, limon, sable, sable mouvant, boue, gravier, gravier côtier, argile, gumbo, blocs rocheux, couches de matériaux durcis et tout autre bloc de débris ou matériau fragmenté ayant un volume de moins de 1,5 m³.
- .5 Débris : pièces de bois, câbles métalliques, ferrailles, morceaux de béton, défenses en caoutchouc, pneus, matériaux provenant d'un enrochement et autres matériaux de rebut.
- .6 Niveau de dragage : plan horizontal au-dessus duquel tous les matériaux doivent être dragués.
- .7 m³mp : volume de matériaux mesurés en place, exprimé en mètres cubes.
- .8 m³ mp-km : m³mp multiplié par la distance kilométrique (km) navigable la plus courte entre le site de dragage et le site d'immersion autorisé.
- .9 Pente latérale : surface ou plan incliné par rapport au niveau de dragage, situé à la limite latérale de la zone draguée et jusqu'à l'intersection avec le niveau naturel des fonds à l'extérieur de cette limite latérale; cette pente est exprimée par le rapport entre les dimensions horizontales et verticales.
- .10 Technologie DGPS-RTK : technologie qui permet d'obtenir du positionnement GPS (x,y,z) en temps réel avec des précisions centimétriques.
- .11 Zéro des cartes : niveau de référence fixé suffisamment bas de manière à ce que le niveau d'eau, aux endroits à marée ou sans marée, lui soit rarement inférieur.
- .12 Système de coordonnées
 - .1 Projection MTM : projection Mercator transverse modifiée.

- .2 Coordonnées MTM : coordonnées rectangulaires planes utilisées dans une représentation graphique où un quadrillage est appliqué à la projection MTM. Les coordonnées constituent en fait les paramètres de référence horizontaux.
- .13 Mode « profondeur instantané » : mode d'exploitation de l'équipement de levé bathymétrique selon lequel le système conservera en mémoire chacune des profondeurs relevées sur la totalité du parcours effectué.
- .14 Cellule de matrice : chaque zone de dragage est représentée telle un certain nombre de cellules de 2.0 m x 2.0 m ou 4.0 m x 4.0 m. Selon l'emplacement où sont effectués les levés bathymétriques, chacune des cellules pourra contenir plusieurs profondeurs.
- .15 Plan « moindre des profondeurs » : plan de levé bathymétrique sur lequel les profondeurs indiquées seront celles des moindres profondeurs mesurées dans chacune des cellules de la matrice.
- .16 Zone vérifiée : zone de dragage jugée conforme aux indications et aux prescriptions de plans et devis.
- .17 Certificat d'achèvement de site : lettre, note de service ou courriel remis à l'Entrepreneur par le Représentant du ministère certifiant que le dragage est achevé à ce site.

1.4 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Se conformer à tous les droits et privilèges d'autrui et à toutes les lois, tous les règlements et décrets fédéraux, provinciaux et municipaux; il devra en plus voir à ce que ses employés de droit ou de fait, y compris ses sous-traitants, s'y conforment également.
- .2 Baliser le matériel flottant au moyen de feux de signalisation conformément au Règlement sur les abordages, aux Règles de route pour le bassin des Grands Lacs et assurer un service d'écoute à bord.

1.5 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Avant le début des travaux ou dans les deux (2) semaines suivant l'attribution du marché, soumettre à l'approbation du Représentant du ministère le calendrier des travaux, y compris la durée d'exécution de chaque opération prévue aux travaux jusqu'à l'achèvement des travaux.
- .2 En plus du calendrier exigé à l'article précédent, l'Entrepreneur doit deux (2) semaines à l'avance, transmettre au Représentant du ministère la date de son arrivée à l'emplacement. Le Représentant du ministère doit, au cours de cette période, procéder à un levé bathymétrique de sondages avant dragage et informer l'Entrepreneur des résultats.
- .3 L'Entrepreneur doit respecter le calendrier arrêté et prendre des dispositions immédiates pour corriger tout écart, en modifiant les travaux de dragage en cours ou en transportant et

déplaçant d'autres équipements. Le Représentant du ministère doit être informé des mesures de correction retenues.

- .4 Les travaux devront être complétés selon les dates inscrites aux documents contractuels.
- .5 Le calendrier des travaux devra prendre en considération les contraintes environnementales indiquées aux annexes 1, 4 et 5. L'Entrepreneur doit prendre en considération que ces périodes pourront varier pendant la durée du contrat.

1.6 EMPLACEMENT

- .1 Les endroits suivants sur la Côte-Nord de la province de Québec pour la durée du contrat :
 - Baie-Comeau
 - Baie-Trinité
 - Rivière-au-Tonnerre
 - Mingan
 - Havre-Saint-Pierre
- .2 Les travaux portent sur le dragage des bassins et chenaux d'accès des havres indiqués aux dessins et spécifiés dans le devis et tous les autres documents fournis à l'Entrepreneur.
- .3 Les plans de dragage fournis avec le présent devis représentent les aires à draguer pour chaque site dragués. Des plans de levés bathymétriques récents seront disponibles avant le début des travaux.
- .4 Le Ministère se réserve le droit d'annuler/remplacer/ajouter des sites de dragage au besoin. Ces sites devront toutefois être situés dans les limites de la Côte-Nord de la province de Québec.

1.7 ENTRAVE À LA NAVIGATION

- .1 Obtenir tous les renseignements nécessaires concernant les déplacements des navires et les activités de pêche se déroulant dans la zone touchée par les travaux de dragage.
- .2 Planifier et exécuter les travaux de manière à ne pas entraver les activités de pêche, les travaux de construction effectués aux quais, les activités des ports de plaisance ou l'accès aux quais par voie terrestre ou maritime.
- .3 Le Ministère n'est pas responsable des pertes de temps, de matériel ou d'équipement ou de tout autre frais occasionné par des navires au mouillage dans la zone des travaux ou encore par d'autres travaux effectués par l'Entrepreneur.
- .4 L'Entrepreneur devra aviser le Représentant du ministère, quarante-huit (48) heures à l'avance si possible, de tout déplacement spécial de son équipement de dragage (soit pour des raisons de ravitaillements, de réparations, etc.).

- .5 L'Entrepreneur devra continuellement et précisément rapporter tous les déplacements de la drague, aux Services de Communications et de Trafic Maritime (SCTM) du ministère des Pêches & Océans Canada.
- .6 S'il arrivait que l'équipement de l'Entrepreneur provoque une obstruction à la navigation, l'Entrepreneur devra :
 - .1 Aviser le Service de Communication et de Trafic maritime (SCTM) du MPO et le Représentant du ministère;
 - .2 Se conformer selon l'article 3.1.13 de la présente section;
 - .3 Procéder sur-le-champ à l'enlèvement de cet équipement à ses propres frais. Si l'Entrepreneur manquait à cette obligation, le Ministère se chargera de l'enlèvement de l'obstacle et tous les frais encourus seront débités à l'Entrepreneur.

1.8 ZÉRO DES CARTES, PROFONDEURS ET REPÈRES DE MARÉE

- .1 Les profondeurs et les niveaux de dragage utilisés dans le présent devis et dans les dessins contractuels sont données en mètres par rapport au zéro des cartes.
- .2 Les profondeurs seront réduites au zéro des cartes à l'aide de la technologie DGPS-RTK. L'Entrepreneur aura la responsabilité d'obtenir, par ses propres moyens et à ses frais, toutes les données pertinentes concernant les valeurs du niveau d'eau à utiliser pour les travaux.

1.9 MATÉRIELS FLOTTANTS

- .1 L'Entrepreneur devra fournir et entretenir tout son équipement de dragage pour draguer, charger, transporter et disposer de tout le volume des matériaux mentionné au devis, en tenant compte du foisonnement des matériaux et de l'excédent des matériaux dragués s'il y avait lieu.
- .2 Tout l'équipement nécessaire à l'exécution du contrat de dragage doit et devra être en tout temps à la satisfaction du Représentant du ministère.
- .3 L'Entrepreneur doit obligatoirement utiliser, dans le cadre du présent marché, des chalands ou des barges dont les caractéristiques empêcheront la fuite des matériaux dragués durant les opérations de chargement ou de remorquage.

1.10 INSPECTION DES LIEUX

- .1 Avant de présenter sa soumission, il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de se rendre à l'endroit des travaux et obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la nature et la portée des travaux ainsi que l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution des dits travaux.
- .2 Par le fait même du dépôt de sa soumission, l'Entrepreneur reconnaît s'être assuré de la nature et de la situation géographique des travaux, des conditions générales et locales,

particulièrement des conditions météorologiques ou climatiques, de l'agitation du plan d'eau, des niveaux des marées, des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, de la nature du sol et des fonds marins, de la nature des matériaux à draguer, et de toute autre circonstance susceptible d'avoir une incidence sur les conditions d'exécution du contrat et sur la valeur des travaux. L'ignorance des conditions locales ne constituera en aucun temps une raison valable pour réclamer un montant d'argent supplémentaire.

1.11 RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'EMPLACEMENT

- .1 Prendre les moyens nécessaires pour bien connaître les difficultés que peuvent occasionner des conditions météorologiques et maritimes défavorables dans cette région.
- .2 Les annexes 1 à 4 fournissent des renseignements généraux sur les sites de dragage.
- .3 Les résultats des plus récents levés bathymétriques avant dragage et les gabarits de dragage approuvés pour l'année de référence seront fournis à l'Entrepreneur qui sera retenu pour l'exécution du contrat.
- .4 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur d'effectuer des recherches sur les conditions historiques de températures et des vagues et évaluer les difficultés pouvant être rencontrées. Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les pertes de temps résultants des mauvaises conditions climatiques.
- .5 À titre indicatif, les matériaux à draguer sont principalement constitués de sable aux différents sites avec possibilité de gravier au site de l'Ile d'Entrée.
- .6 Les prédictions quotidiennes des marées peuvent être obtenues en consultant le site WEB suivant : www.waterlevels.gc.ca.

1.12 LEVÉ BATHYMÉTRIQUE ET ACCEPTATION DES TRAVAUX

- .1 Des relevés bathymétriques seront exécutés par le Ministère avant le début des travaux de dragage pour chacune des phases, afin de localiser le plus précisément possible les matériaux à draguer et pour en déterminer leur volume.
- .2 Le sondage avant dragage sera effectué à l'intérieur d'une période de trois (3) semaines avant le début des travaux. Aucune réclamation de quantités supplémentaires ne sera acceptée pendant la durée du contrat (soit après l'acceptation des sondages avant dragage).
- .3 Lors des levés bathymétriques, un représentant qualifié de l'Entrepreneur devra être présent avec l'équipe de sondages du Ministère, afin que les levés soient officiellement acceptés par les deux parties.
- .4 Le Représentant du ministère fournira à l'Entrepreneur, en format numérique ASCII (voir l'annexe 7), les données de base nécessaires aux travaux (relevés bathymétriques avant et après dragage); ces fichiers numériques seront transmis par courriel à l'Entrepreneur.

- .5 L'Entrepreneur présentera une demande officielle, au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance, afin que les sondages après dragage soient exécutés à l'achèvement des travaux.
- .6 À la fin des travaux, le Ministère effectuera si nécessaire deux (2) levés bathymétriques soit un sondage de vérification et un sondage final après dragage. Tous levés supplémentaires et le temps d'attente seront facturés à l'Entrepreneur sur une base horaire selon les modalités suivantes :
 - .1 Taux horaire de 250.\$/heure.
 - .2 Sera considéré comme du temps d'attente toute période excédant vingt-quatre (24) heures entre la fin du sondage de vérification et le début du sondage final après dragage.
 - .3 Le temps d'attente sera comptabilisé par le Représentant du ministère sur le site à raison de huit (8) heures par jour, soit de 08h00 heures à 16h00 heures. Si des levés sont requis par l'Entrepreneur à l'extérieur de cette période, ils lui seront facturés.
- .7 Après les travaux de dragage et avant le levé bathymétrique après le dragage, niveler, à la satisfaction du Représentant du ministère, la zone draguée afin de s'assurer que le niveau de profondeur voulu a été atteint.
- .8 Dans tous les cas, les levés bathymétriques seront réalisés en période de clarté. À cette fin, l'embarcation utilisée pour effectuer les relevés bathymétrique devra être à quai au coucher du soleil.
- .9 La réalisation des levés bathymétriques est dépendante des conditions climatiques.
- .10 Le Ministère n'effectuera aucun levé avant ou après dragage en présence de glace. Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les délais occasionnés par de telles conditions ou situations.
- .11 Si, à la suite des relevés de vérification ou des suivants, il restait des matériaux au-dessus du niveau de dragage prescrit, l'Entrepreneur sera tenu de retourner sur les lieux pour compléter les travaux à la satisfaction du Représentant du ministère.
- .12 Équipement de levés bathymétriques :
 - .1 Système de positionnement :
 - .1 Système de positionnement par satellite (DGPS).
 - .2 Équipement : Trimble 5700 ou équivalent.
 - .2 Système de sondage :
 - .1 Système à deux (2) ou plusieurs transducteurs.
 - .2 Précision verticale : ± 0.1 mètre.
 - .3 Fréquence : 200 kHz.
 - .3 Mode de collecte :
 - .1 Profondeurs instantanées.

- .4 Représentation des profondeurs :
 - .1 Sous forme matricielle.
 - .2 Dimension des cellules de la matrice :
2.0 m x 2.0 m (1 :500) ou 4.0 m x 4.0 m (1 :1000).
 - .3 Mise en plan : moindre des profondeurs des cellules.
- .5 Acceptation des travaux :
 - .1 À partir des profondeurs instantanées, un fichier ASCII ou un plan papier sera remis à l'Entrepreneur montrant les endroits où les profondeurs n'ont pas été atteintes.
- .6 Calcul des volumes :
 - .1 À partir d'un modèle numérique de terrain qui sera généré à l'aide de toutes les profondeurs instantanées.
- .13 Pour l'acceptation des travaux : un nettoyage général des lieux concernés par les travaux devra être fait et l'emplacement laissé à la satisfaction du Représentant du ministère.

1.13 SYSTÈME D'UNITÉS

- .1 Les valeurs relatives aux relevés bathymétriques, aux niveaux d'eau, aux distances, surfaces et volumes, aux élévations de repères verticaux (selon le niveau de référence ZC), etc., mentionnées dans le présent devis, et celles qui le seront durant l'exécution des travaux sont et seront exprimées dans le Système International d'unités (SI).

Partie 2 Produits

2.1 MATÉRIEL DE DRAGAGE

- .1 Les travaux devront être exécutés avec une drague à benne preneuse et/ou une pelle hydraulique et/ou par équipement de pompage et avec des chalands à fond ouvrant.
- .2 La drague ou les équipements de l'Entrepreneur doivent, de par leurs dimensions, leurs caractéristiques et leurs tirants d'eau, se prêter à l'exécution des travaux.

Partie 3 Exécution

3.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Avant d'exécuter les travaux, l'Entrepreneur devra avoir reçu du Représentant du ministère l'approbation écrite de ses échéanciers.

- .2 Draguer dans les limites et aux niveaux de profondeur requis ou jusqu'au roc les secteurs indiqués aux plans et gabarits de dragage.
- .3 Durant les travaux, couvrir la totalité de l'aire au-dessus du niveau de dragage telle que montrée sur le plan.
- .4 L'Entrepreneur devra respecter le niveau de dragage, qui lui sera indiqué par le Représentant du ministère, afin de draguer le moins possible de matériaux sous ces niveaux. Tout dragage excédentaire sera sous l'entière responsabilité de l'Entrepreneur et exécuté à ses frais.
- .5 L'Entrepreneur devra draguer avec l'aide d'un système informatique capable d'afficher adéquatement, sur un moniteur, et la position de la drague, et les données bathymétriques pertinentes aux travaux (endroits et épaisseurs des matériaux à draguer) et le gabarit de dragage.
- .6 Les coordonnées des points pertinents pour déterminer les limites horizontales des secteurs à draguer seront fournies par le Représentant du ministère.
- .7 L'Entrepreneur aura la responsabilité d'assurer par ses propres moyens le positionnement spatial de la drague.
- .8 Le Représentant du ministère pourra vérifier, à sa convenance, l'exactitude du ou des système(s) de positionnement utilisé(s) par l'Entrepreneur.
- .9 Tous les points (X,Y), (X,Y,Z) et (lat, long) principaux, intermédiaires ou secondaires utilisés par l'Entrepreneur, déterminés par lui ou qui lui auront été fournis par le Représentant du ministère ou par quelqu'un d'autre, seront sous son entière responsabilité, tout particulièrement quant à ses risques et périls.
- .10 Démobilisation : l'Entrepreneur pourra démobiliser son équipement de dragage seulement après avoir reçu l'autorisation du Représentant du ministère. Celle-ci sera donnée à l'Entrepreneur après l'acceptation finale des travaux.
- .11 Bouées nécessaires au contrat : l'Entrepreneur devra fournir, mettre en place (mouiller) et entretenir, à ses propres frais, toutes les bouées/marqueurs requises pour exécuter adéquatement les travaux. Si, par hasard ou par accident, une ou plusieurs bouées/marqueurs calaient ou partaient à la dérive, elles devront être renflouées et/ou récupérées aux frais de l'Entrepreneur, à la satisfaction du Représentant du ministère. L'Entrepreneur sera responsable de tout accident, de quelque nature que ce soit, dû à la mauvaise disposition ou visibilité des bouées/marqueurs, durant le jour ou à leur mauvais éclairage durant la nuit, ou pour toute autre raison.
- .12 Bouées de navigation : l'Entrepreneur ne devra pas, en aucun moment, enlever ou déplacer les bouées de navigation principales. Tout déplacement justifié d'une ou plusieurs bouées devra être fait par le Ministère des Pêches et Océans Canada; les demandes pour ce service devront être faites au Représentant du ministère au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance.

Le Représentant du ministère se réserve le droit d'évaluer le bien-fondé de toute demande de l'Entrepreneur à ce sujet.

- .13 Maintenir fonctionnels tous les signaux et feux, obligatoirement installés sur l'équipement nécessaire aux travaux, selon les « Règles sur les abordages » et le « Règlement sur la sécurité de la navigation », sur le fleuve St-Laurent. Tout l'équipement nécessaire aux travaux, devront être ainsi convenablement identifiés et/ou visibles en tout temps.
- .14 Sous réserve d'obtenir l'autorisation du Représentant du ministère, aucun dépôt de matériaux dragués ne sera permis ailleurs qu'au site d'immersion désigné par le Représentant du ministère. L'Entrepreneur devra posséder les équipements nécessaires afin de respecter le positionnement demandé pour l'immersion des matériaux provenant du dragage.
- .15 L'Entrepreneur devra compléter des rapports journaliers sur ces activités. Les formulaires seront fournis par le Représentant du ministère avant le début des travaux.
- .16 Exécuter les travaux de façon à ce qu'il ne survienne aucun dommage aux engins de pêche et minimiser l'interférence avec les opérations de pêches, dans la conduite des opérations à l'intérieur des aires identifiées.
- .17 L'Entrepreneur pourrait être tenu responsable pour les dommages aux engins de pêche à l'intérieur des aires balisées s'ils résultent des activités de dragage et si des dommages surviennent. Assumer la responsabilité pour le remplacement des coûts de réparations et des coûts de perte d'opportunité de pêche.
- .18 Pendant l'exécution du contrat, tout l'équipement doit être maintenu en bon état de marche, de même qu'être réparé convenablement en tout temps. Tous les équipements utilisés doivent être capables de tenir la mer et être en bonne condition.
- .19 Si, durant l'exécution des travaux, l'équipement fourni n'est pas, selon le jugement du Représentant du ministère, apte et suffisant pour exécuter le travail d'une façon convenable ou que l'Entrepreneur accuse un retard dans l'échéancier des travaux, l'Entrepreneur devra, dans les quinze (15) jours qui suivront la réception d'un avis écrit du Représentant du ministère à cet effet, fournir tout autre équipement qui devra être préalablement approuvé par le Représentant du ministère.
- .20 Mettre en place et garder en bon état des marégraphes ou des indicateurs de niveau d'eau afin de pouvoir déterminer la profondeur appropriée des travaux de dragage. Placer les marégraphes ou les indicateurs de niveau d'eau de manière qu'ils soient bien visibles.
- .21 Enlever les amoncellements de matériaux résultant des travaux, sans frais supplémentaires pour la Couronne.
- .22 Enlever les matériaux déposés dans la zone voisine des travaux et les évacuer comme les matériaux dragués. À moins que le Représentant du ministère ne l'ait autorisé, il n'est pas permis de déposer des matériaux dans le voisinage des travaux.

- .23 Avertir le Représentant du ministère dès qu'on trouve un objet, incluant des blocs de pierre de 1.5 m³ ou plus ou le roc massif, pouvant être classé comme un débris ou encombrement. Contourner l'objet après en avoir clairement indiqué l'emplacement à l'aide de bouées fabriquées avant le début des travaux, informer le Représentant du ministère des coordonnées MTM puis poursuivre les travaux.
- .24 Prévoir l'ancrage de l'équipement de dragage et en assumer les coûts.
- .25 Prendre les précautions nécessaires pour protéger les ouvrages existants situés dans le voisinage des travaux. Le cas échéant, tout dommage causé à ces ouvrages sera réparé aux frais de l'Entrepreneur.
- .26 À moins que le Représentant du ministère ne l'ait autorisé par écrit, il est interdit de draguer à une distance de moins de 2.0 mètres d'un ouvrage existant. L'intersection entre le talus latéral et la ligne de fond originale doit se trouver à 2.0 mètres de l'ouvrage. À moins d'une indication contraire sur les plans, le talus latéral doit s'écarter de l'ouvrage avec une pente de un à la verticale et trois à l'horizontale, ces distances étant mesurées perpendiculairement à la face de l'ouvrage.
- .27 L'Entrepreneur doit prendre en considération qu'il peut y avoir plus d'un niveau de dragage à un site donné.
- .28 Certaines superficies à l'intérieur des superficies de dragage peuvent présenter des concentrations de produits chimiques qui empêchent soit le dragage, soit l'immersion des sédiments en mer. L'Entrepreneur ne devra pas intervenir à l'intérieur des limites définies comme « zones d'exclusion » sans l'approbation écrite du Ministère. Les zones d'exclusion sont montrées aux gabarits de dragage approuvés pour chacun des sites.
- .29 Les zones d'exclusion sont établies à partir de la caractérisation des matériaux faites sur une base régulière. Comme les zones d'exclusion peuvent varier d'une année à l'autre, l'Entrepreneur devra vérifier à chaque année les gabarits de dragage préalablement au début des travaux.

3.2 DÉBLAIS DE CLASSE A

- .1 On ne s'attend pas à trouver des matériaux de classe A dans les secteurs à draguer. Advenant le cas contraire, l'Entrepreneur aura à enlever les matériaux de couverture (matériaux de classe B).
- .2 Si des matériaux de classe A étaient ainsi à draguer, le Représentant du ministère évaluera ces travaux supplémentaires; et à la demande de celui-ci, l'Entrepreneur devra fournir les équipements de dragage nécessaires et appropriés pour draguer, charger, transporter et disposer ces matériaux de classe A à la satisfaction du Représentant du ministère. Le coût de ces travaux supplémentaires au contrat (dragage de matériaux de classe A) devra être déterminé préalablement entre l'Entrepreneur et le Représentant du ministère.

3.3 ÉVACUATION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS

- .1 Les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux figurent aux annexes du présent devis.
- .2 Évacuer les matériaux dragués dans les aires de déversement indiquées sur les plans de la manière approuvée par le Représentant du ministère et conformément aux exigences du Permis d'immersion en mer.
- .3 Délimiter l'aire de déversement au moyen de bouées-balises munies d'un feu de signalisation et d'un réflecteur-radar.
- .4 Les bouées délimitant l'aire de déversement devront être mouillées à l'intérieur d'un rayon de 15 mètres de la position théorique fournie par le Représentant du ministère.
- .5 Les déversements devront être faits avec un système de positionnement DGPS ayant une précision de ± 5 mètres ou mieux.
- .6 Éviter la surcharge des chalands, particulièrement en conditions difficiles.
- .7 Effectuer les rejets le plus rapidement possible au site d'immersion.
- .8 L'Entrepreneur devra fournir les détails de capacité (volumétrie) des équipements qui seront utilisés pour le transport des sédiments vers les sites d'immersion ou de disposition terrestre.
- .9 Dans le cas où les matériaux de dragage devront faire l'objet d'une disposition terrestre, le Ministère fournira l'ensemble des informations nécessaires à l'Entrepreneur (endroit, quantités, destinataire).
- .10 La distance maximale pour le calcul des coûts de disposition terrestre sera de 1.0 kilomètre.
- .11 Dans l'éventualité où, l'Entrepreneur désire procéder à la récupération des sédiments dans le but d'entreposer ces matériaux et de les revendre par la suite, l'Entrepreneur devra créditer la valeur des coûts d'évacuation terrestre associés à cette action. À titre d'exemple, le coût d'évacuation terrestre (poste 3B) pour des matériaux récupérés à la demande de l'Entrepreneur sera de 0.00\$ pour le Ministère dans le cas où l'Entrepreneur compte entreposer et revendre les matériaux provenant du dragage.
- .12 L'Entrepreneur devra s'assurer de la position exacte du site de dépôt en eaux libres au permis d'immersion émis par Transports Canada et positionner les déversements avec les équipements permettant une précision adéquate.
- .13 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de fournir avec sa soumission les détails concernant la disposition terrestre des matériaux pour les sites de Havre-Saint-Pierre et de Baie-Trinité.

3.4 REPRISE DES TRAVAUX DE DRAGAGE

- .1 Reprendre, à la satisfaction du Représentant du ministère, le dragage des zones ne répondant pas aux exigences.

3.5 AIDE ET COOPÉRATION APPORTÉES AU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL

- .1 Coopérer avec le Représentant du ministère lors de l'inspection des travaux et lui apporter toute l'aide demandée.
- .2 L'Entrepreneur aura à fournir le transport maritime nécessaire et satisfaisant, au Représentant du ministère ou son représentant, à partir d'un débarcadère local jusqu'à la drague, pour permettre des visites de chantier ou pour tout autre raison que le Représentant du ministère trouvera à propos.
- .3 L'Entrepreneur devra s'engager également à fournir les facilités de débarcadère, de même qu'à obtenir à ses propres frais les espaces sécuritaires nécessaires (terrestres et maritimes s'il y avait lieu) pour ses équipements durant toute la période d'exécution des travaux.

3.6 HORAIRE DE TRAVAIL

- .1 Durant la période précédant le premier samedi de mai, l'Entrepreneur devra être vigilant pour juger les moments les plus appropriés pour instaurer un horaire de travail jour et nuit, dans le but de s'assurer de réaliser le dragage des accès sécuritaires pour la date exigée. Durant cette même période, le Représentant du ministère pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il travaille jour et nuit. À cet effet, l'Entrepreneur devra, dans les 24 heures qui suivront la réception d'un avis écrit du Représentant du ministère, draguer sur des quarts de travail qui permettront d'avoir une production quotidienne continue.

FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-160040

A N N E X E 1

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 1

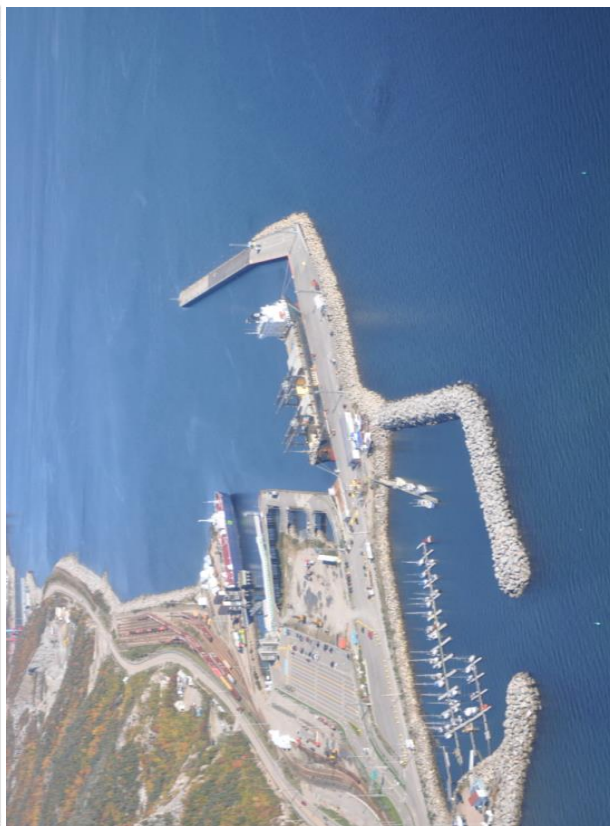
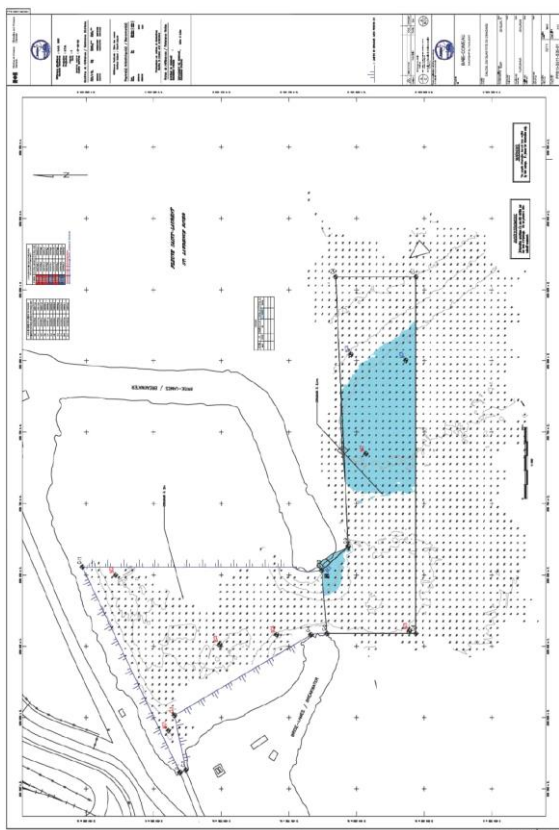
COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS – DONNÉES SPÉCIFIQUES AUX SITES

BAIE-COMEAU, comté de Manicouagan :

- | | |
|--|--|
| ▪ Volume approximatif m ³ mp | : 4,000 |
| ▪ Distance au lieu d'immersion en km | : 1.0 |
| ▪ Période de restriction environnementale (2016) | : Aucune période de restriction |
| ▪ Zone de dépôt | : NO 49° 14' 08,66'' N – 068 07' 58,00'' O
NE 49° 14' 07,93'' N – 068 07' 28,59'' O
SE 49° 14' 04,77'' N – 068 07' 29,70'' O
SO 49° 14' 05,50'' N – 068 07' 34,52'' O |
| ▪ Période de dragage autorisée (* voir permis) | : Voir Annexe 4 |



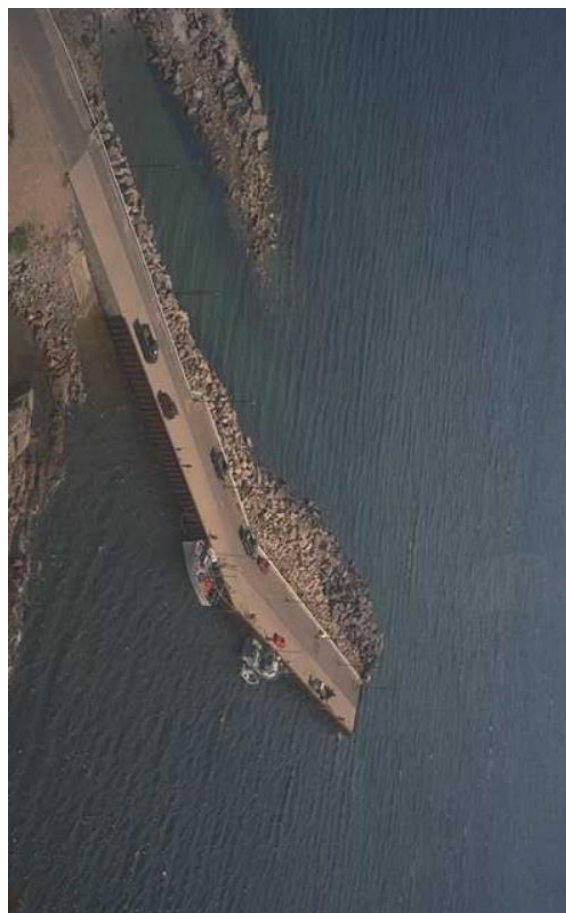
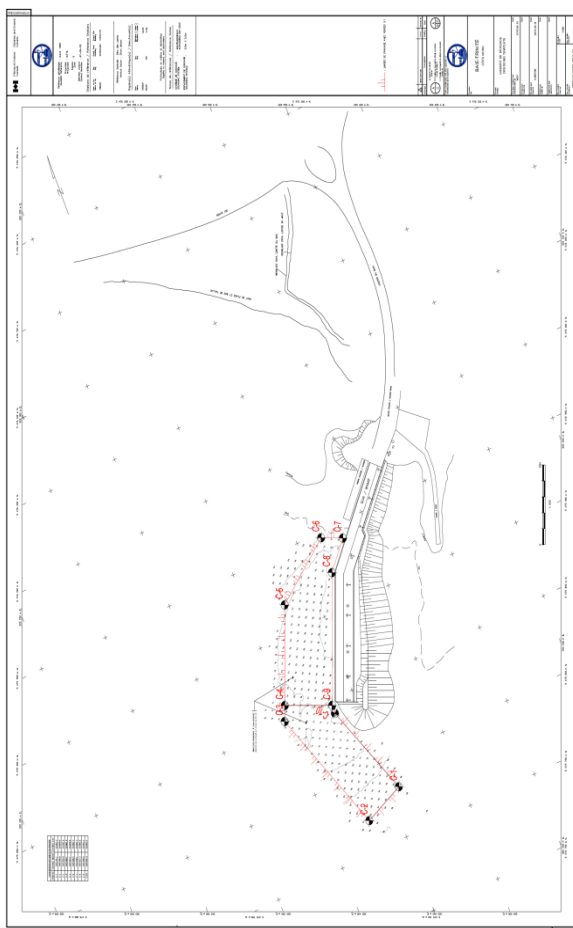
COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS – DONNÉES SPÉCIFIQUES AUX SITES

BAIE-TRINITÉ, comté de Manicouagan :

- | | |
|--|--|
| ▪ Volume approximatif m ³ mp | : 2,500 |
| ▪ Site de disposition | : À être déterminé par l'Entrepreneur |
| ▪ Période de restriction environnementale (2016) | : Du 16 mai au 15 juillet |
| ▪ Période de dragage autorisée | : Voir Annexe 4 |



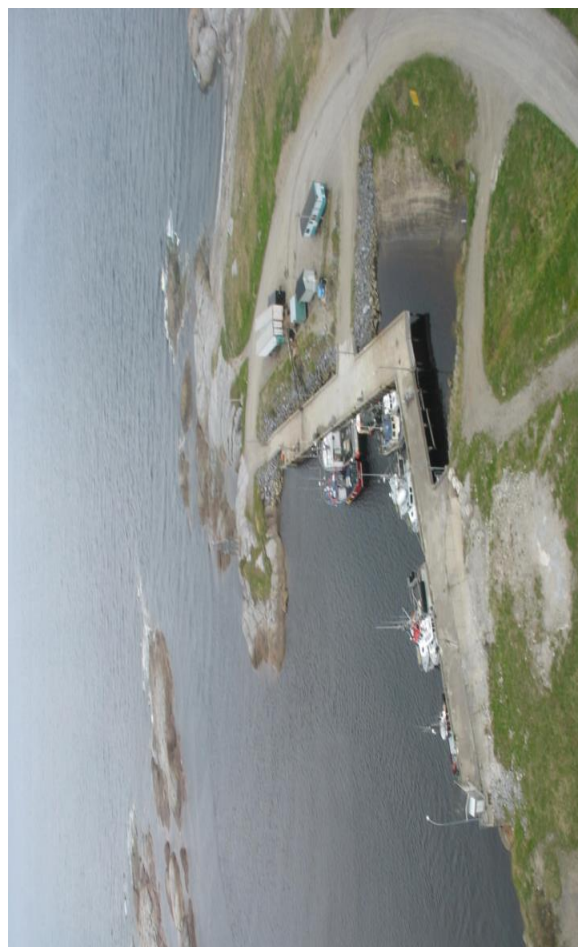
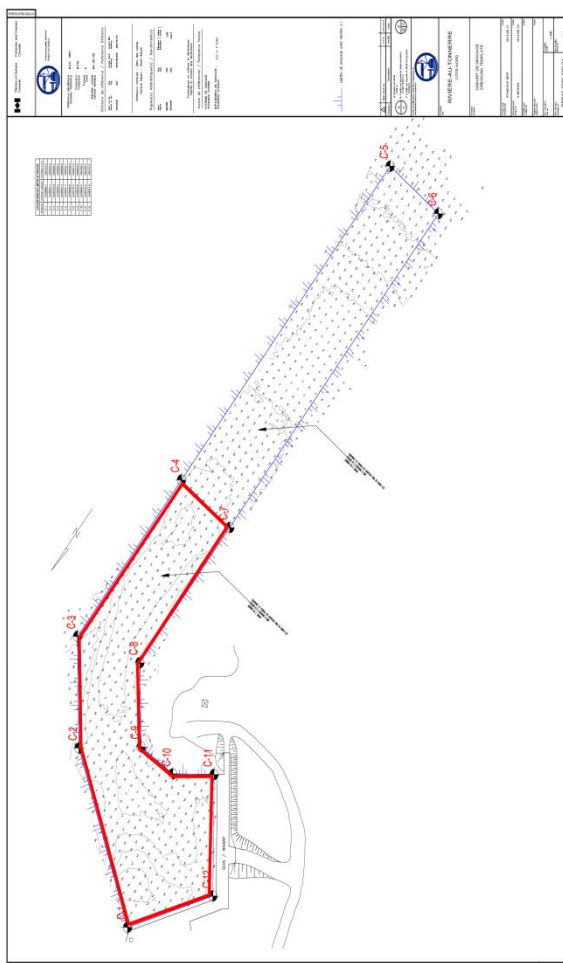
COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS – DONNÉES SPÉCIFIQUES AUX SITES

RIVIÈRE-AU-TONNERRE, comté de Manicouagan :

- | | |
|--|--|
| ▪ Volume approximatif m ³ mp | : 5,500 |
| ▪ Site de disposition | : Sur le terrain situé à proximité du quai |
| ▪ Période de restriction environnementale (2016) | : Du 16 mai au 15 juillet |
| ▪ Période de dragage autorisée | : Voir Annexe 4 |



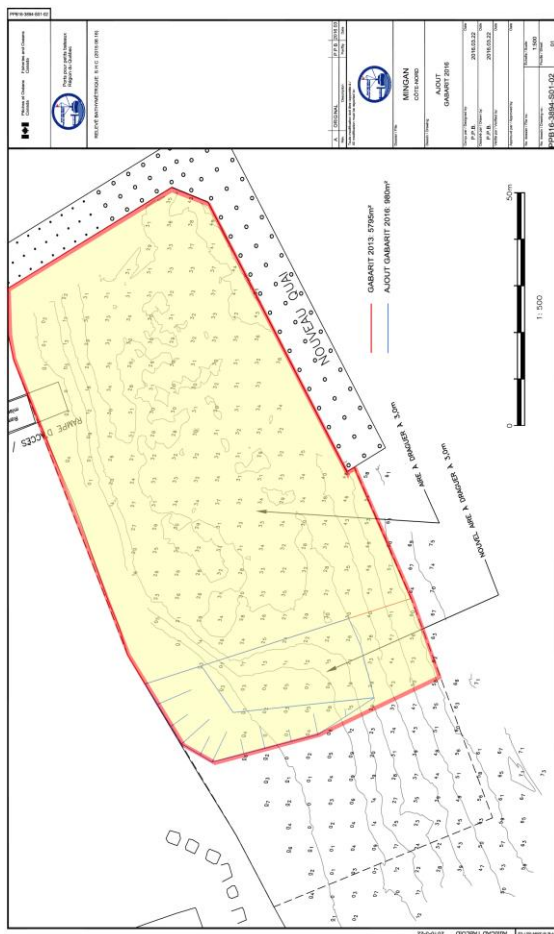
COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS – DONNÉES SPÉCIFIQUES AUX SITES

MINGAN, comté de Manicouagan :

- | | |
|--|--|
| ▪ Volume approximatif m ³ mp | : 3,500 |
| ▪ Site de disposition | : Sur le terrain situé à proximité du quai |
| ▪ Période de restriction environnementale (2016) | : Du 15 mai au 15 juillet |
| ▪ Période de dragage autorisée | : Voir Annexe 4 |



PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 1

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS – DONNÉES SPÉCIFIQUES AUX SITES

HAVRE-SAINT-PIERRE, comté de Manicouagan :

- | | |
|--|--|
| ▪ Volume approximatif m ³ mp | : 1,500 |
| ▪ Site de disposition | : À être déterminé par l'Entrepreneur |
| ▪ Période de restriction environnementale (2016) | : Du 16 mai au 15 juillet |
| ▪ Période de dragage autorisée | : Voir Annexe 4 |



FIN DE LA SECTION

A N N E X E 2

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 2

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS

DISTANCES MAXIMALES ENTRE LES SITES (mille marin)				
Baie-Comeau				
45	Baie-Trinité			
170	125	Rivière-au-Tonnerre		
205	160	35	Mingan	
225	180	55	20	Havre-Saint-Pierre

FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-160040

A N N E X E 3

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 3

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

DEVIS

ÉVACUATION, m³ mp-km

Quantités approximatives de matériel à évacuer des sites de dragage

▪ Baie-Comeau	:	4,000 m ³ mp x 1.0 km =	4,000 m ³ mp-km
▪ Baie-Trinité	:	2,500 m ³ mp x 1.0 km =	2,500 m ³ mp-km
▪ Rivière-au-Tonnerre	:	5,500 m ³ mp x 1.0 km =	5,500 m ³ mp-km
▪ Mingan	:	3,500 m ³ mp x 1.0 km =	3,500 m ³ mp-km
▪ Havre-saint-Pierre	:	1,500 m ³ mp x 1.0 km =	1,500 m ³ mp-km
▪ Total	:	17,000 m ³ mp x 1.0 km =	17,000 m ³ mp-km

FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-160040

A N N E X E 4

PÊCHES ET OCÉANS CANADA – PORTS POUR PETITS BATEAUX – RÉGION DU QUÉBEC
FISHERIES AND OCEANS – SMALL CRAFT HARBOUR – QUEBEC REGION - DREDGING PROGRAM FORECAST
DRAGAGE À DIFFÉRENTS SITES – CÔTE-NORD – NORTH SHORE - DREDGING AT VARIOUS SITES
2016

ENDROIT LOCATION	MARS MARCH	AVRIL APRIL	MAI MAY	JUIN JUNE	JUILLET JULY	AOÛT AUGUST	SEPTEMBRE SEPTEMBER	OCTOBRE OCTOBER	NOVEMBRE NOVEMBER
Baie-Comeau	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Baie-Trinité	PPPP	PPPP	PPXX	XXXX	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	PPPP
Rivière-au-Tonnerre	PPPP	PPXX	XXXX	XXXX	XXXX	XXXX	PPPP	PPPP	PPPP
Mingan	PPPP	PPPP	PPXX	XXXX	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	PPPP
Havre-Saint-Pierre	PPPP	PPPP	PPXX	XXXX	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	PPPP

Légende / legend :

XXXX : Périodes de restrictions environnementales; dragage et/ou immersion non autorisés / Environmental restrictive periods; dredging and/or sea disposal not authorized

PPPP : Périodes de dragage autorisées / Allowed dredging periods

FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-16040

A N N E X E 5

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-COMEAU



Programme de protection de la navigation
401-1550, ave d'Estimaerville
Québec (QC) G1J 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence
8200-2015-300257

Le 25 avril 2016

POSTE PRIORITAIRE

Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec (QC) G1K 7Y7

À l'attention de : Monsieur Bernard Beaudoin, Directeur régional

OBJET : *Avis au ministre en vertu de la Loi sur la protection de la navigation pour l'approbation de dragage au havre de pêche de Baie-Comeau et d'une zone de dépôt, dans le Golfe du Saint-Laurent, ville de Baie-Comeau, Côte-Nord, province de Québec.*

Monsieur,

Le ministre des Transports a décidé, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN), que votre ouvrage risque de gêner sérieusement la navigation.

Vous trouverez ci-joint l'approbation de l'ouvrage susmentionné, donnée par le ministre des Transports conformément au paragraphe 6(1) de la LPN.

Veillez vous assurer:

1. Qu'en tout temps, aucun équipement, matériel ou débris, provenant des travaux, ne soit laissé abandonné dans le cours d'eau navigable ou ne cause une obstruction à la navigation.
2. De conserver une copie de l'approbation sur les lieux des travaux.

Veillez prendre note que la permission s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN et qu'elle ne confère aucun droit lié à la propriété du lit de la voie navigable.

Notez que la LPN exige, entre autres obligations, que le propriétaire avise immédiatement le ministre, si son ouvrage présente ou risque de présenter un danger grave ou imminent à la navigation et qu'il prenne des mesures raisonnables pour éliminer le danger à la navigation (article 12 de la LPN).

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-COMEAU (suite)

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau situé à Québec par téléphone au 418-648-5238, par télécopieur au 418-648-7980 ou par courriel à l'adresse suivante serge.belanger@tc.gc.ca.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Beaudoin, l'expression de nos cordiales salutations.



Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région du Québec

SB/lp

Cc : Madame Mireille Gingras – Pêches et Océans Canada.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-COMEAU (suite)



LOI SUR LA PROTECTION DE LA NAVIGATION
Paragraphe 6(1)

8200-2015-300257

Approbation

PROPRIÉTAIRE : Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec, QC G1K 7Y7

OUVRAGES : Dragage
Zone de dépôt

EMPLACEMENT DU SITE : Dragage (Zone à 2.4 m) Quantité approximative 3326 m³
Situé environ à 49° 13' 41,00" N - 068° 07' 58,00 O, au havre de pêche de Baie-Comeau, dans le Golfe du Saint-Laurent, ville de Baie-Comeau, Côte-Nord, province de Québec.

Zone de dépôt
NO 49° 14' 08,66" N - 068° 07' 33,41 O
NE 49° 14' 07,93" N - 068° 07' 28,59 O
SE 49° 14' 04,77" N - 068° 07' 29,70 O
SO 49° 14' 05,50" N - 068° 07' 34,52 O
Située dans le Golfe du Saint-Laurent, ville de Baie-Comeau, Côte-Nord, province de Québec.

En ce qui concerne l'avis présenté au ministre des Transports, en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, aux fins d'approbation des ouvrages, le ministre approuve par la présente la construction des ouvrages décrits ci-dessus et du plan ci-joint aux termes du paragraphe 6(1) conformément aux conditions suivantes :

1. Demander l'émission d'un avis à la navigation en communiquant avec la Garde côtière canadienne, Bureau des Avis à la navigation / Centre SCTM Les Escoumins par courriel à l'adresse OPSAVIS@dfo-mpo.gc.ca, au numéro de téléphone 418-233-2308 ou par télécopieur au numéro 418-233-3299 au moins quarante-huit (48) heures avant le début des travaux. Assurer le suivi de l'avis à la navigation jusqu'à la fin des travaux pour annulation.
2. Assurer le maintien de la circulation maritime sécuritaire dans la zone des travaux.
3. S'assurer que les matériaux et déblais provenant des travaux soient rejetés dans la zone de dépôt.
4. S'assurer, pour un dragage à succion, que les tuyaux soient maintenus en surface au moyen de flotteurs de couleur jaune ou orange.
 - Munir les flotteurs de bandes réfléchissantes jaunes de 10 cm de large X 30 cm de long espacées d'au plus 5 mètres.
5. Assurer l'éclairage des équipements temporaires et de la zone des travaux de nuit ou par conditions de visibilité réduite.
6. Fournir à notre bureau un plan de sondage après dragage de la zone draguée et de la zone de dépôt dans un délai de 90 jours suivant la fin des travaux.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-COMEAU (suite)

2

SIGNÉ en deux exemplaires le

25 avril 2016

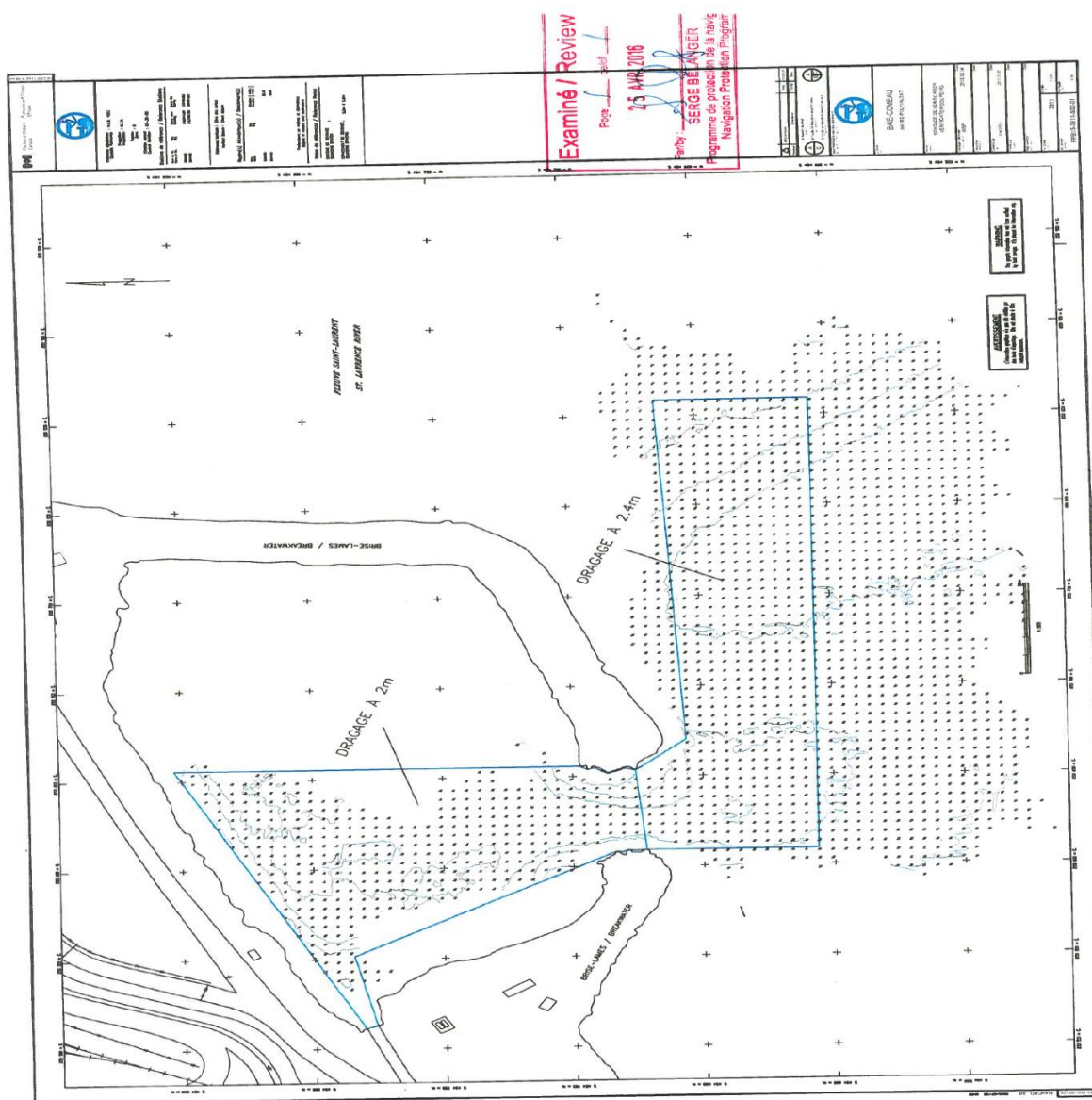
à Québec,

Québec



Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec pour le ministre des Transports

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-COMEAU (suite)



PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-TRINITÉ



Programme de protection de la navigation
401-1550, avenue d'Estimauville
Québec (Qc) G1J 0C8

Votre référence

Notre référence
8200-2015-300254

Le 31 mars 2016

POSTE PRIORITAIRE

Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec (QC) G1K 7Y7

À l'attention de : Monsieur Bernard Beaudoin, Directeur régional

OBJET : Avis au ministre en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation* pour l'approbation de dragage au havre de pêche de Baie-Trinité, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Baie-Trinité, Côte-Nord, province de Québec.

Le ministre des Transports a décidé, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN), que votre ouvrage risque de gêner sérieusement la navigation.

Vous trouverez ci-joint l'approbation de l'ouvrage susmentionné donnée par le ministre des Transports conformément au paragraphe 6(1), de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN).

Veuillez prendre note que la permission s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN et qu'elle ne confère aucun droit lié à la propriété du lit de la voie navigable.

Le document ci-joint s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN. Il incombe au propriétaire de se conformer à tout autre loi et règlement applicable.

Veuillez vous assurer :

1. Qu'en tout temps, aucun équipement, matériel ou débris, provenant des travaux, ne soit laissé abandonné dans le cours d'eau navigable ou ne cause une obstruction à la navigation.
2. De conserver une copie de l'approbation sur les lieux des travaux.

Veuillez noter que la LPN, exige, entre autres obligations, que le propriétaire avise immédiatement le ministre si son ouvrage présente ou risque de présenter un danger grave ou imminent à la navigation et qu'il prenne des mesures raisonnables pour éliminer le danger à la navigation (article 12 de la LPN).

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau situé à Québec par téléphone au 418-648-5238, par télécopieur au 418-648-7980 ou par courriel à l'adresse suivante serge.belanger@tc.gc.ca.

Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-TRINITÉ (suite)

Je vous prie d'agréer, Monsieur Beaudoin, l'expression de mes salutations distinguées.



Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec

p.j. Lettre de décision et le rapport de suivi environnemental en vertu de la LCÉE.
Plan.

c.c. Mme Mireille Gingras, Pêches et Océans Canada, Ports pour petits bateaux.
Mme Isabelle Roy, Services publics et Approvisionnement Canada.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-TRINITÉ (suite)



LOI SUR LA PROTECTION DE LA NAVIGATION
Paragraphe 6(1)

8200-2015-300254

Approbation

PROPRIÉTAIRE : Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec, QC G1K 7Y7

OUVRAGE : Dragage

EMPLACEMENT DU SITE : Situé environ à 49° 25' 13.70" N - 067° 17' 04.80" O, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Baie-Trinité, Côte-Nord, province de Québec.

En ce qui concerne l'avis et l'application présentés au ministre des Transports, en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, aux fins d'approbation d'un ouvrage, le ministre approuve par la présente la construction de l'ouvrage décrit ci-dessus et du plan ci-joint aux termes du paragraphe 6(1) conformément aux conditions suivantes :

1. Demander l'émission d'un avis à la navigation en communiquant avec la Garde côtière canadienne, Bureau des Avis à la navigation / Centre SCTM Les Escoumins par courriel à l'adresse OPSAVIS@dfo-mpo.gc.ca, au numéro de téléphone 418-233-2308 ou par télécopieur au numéro 418-233-3299 au moins quarante-huit (48) heures avant le début des travaux. Assurer le suivi de l'avis à la navigation jusqu'à la fin des travaux pour annulation.
2. Assurer le maintien de la circulation maritime sécuritaire dans la zone des travaux.
3. S'assurer, pour un dragage à suction, que les tuyaux soient maintenus en surface au moyen de flotteurs de couleur jaune ou orange.
 - Munir les flotteurs de bandes réfléchissantes jaunes de 10 cm de large X 30 cm de long espacées d'au plus 5 mètres.
4. Assurer l'éclairage des équipements et de la zone des travaux de nuit ou par conditions de visibilité réduite.
5. Fournir à notre bureau un plan de sondage après dragage de la zone draguée dans un délai de 90 jours suivant la fin des travaux.

SIGNÉ en deux exemplaires le 31 mars 2016 à Québec,
Québec

Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec pour le ministre des Transports

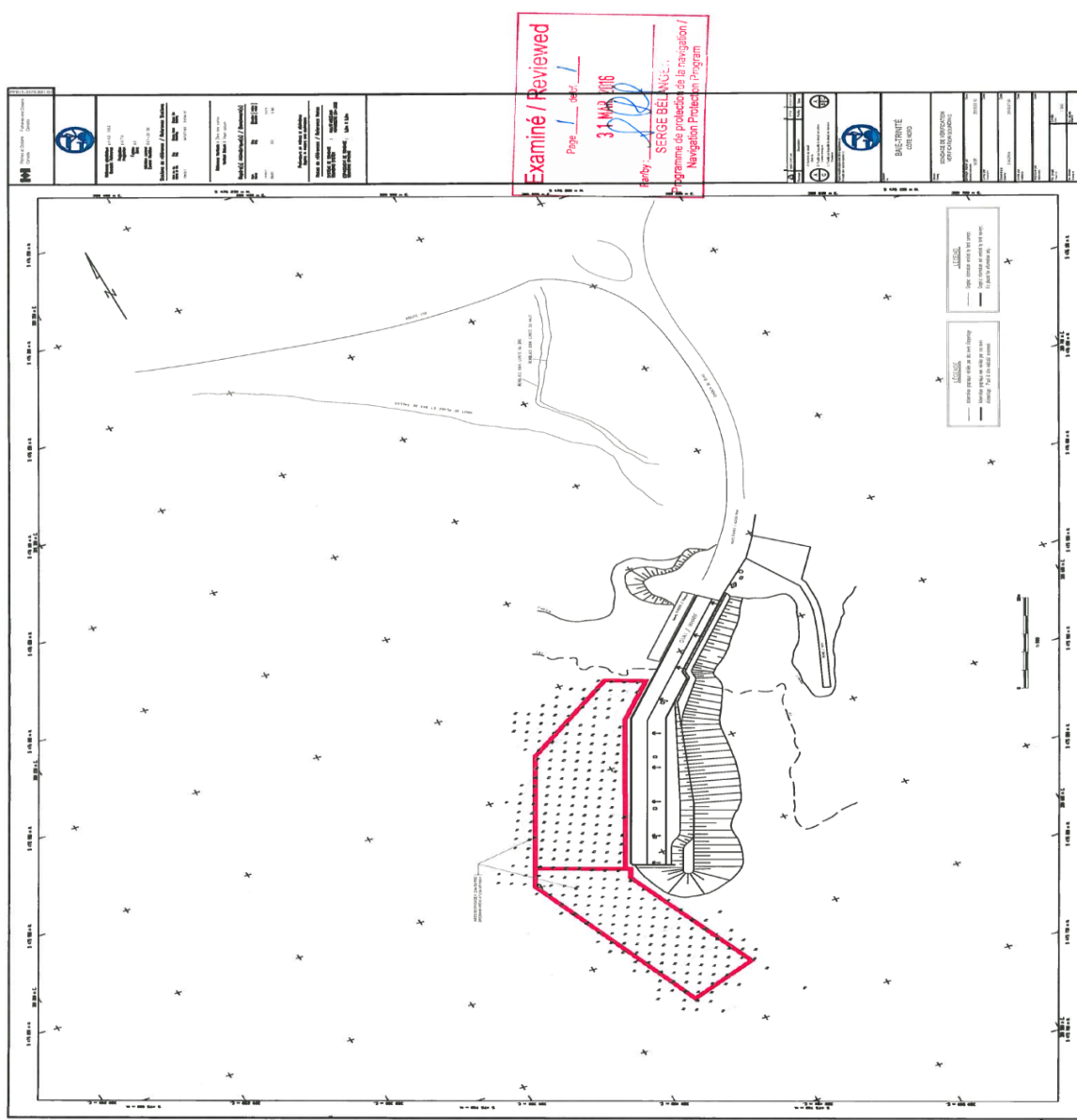
PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation BAIE-TRINITÉ (suite)



PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation RIVIÈRE-AU-TONNERRE



Programme de protection de la navigation
401-1550, avenue d'Estimauville
Québec (Qc) G1J 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence
8200-2015-300256

Le 8 mars 2016

POSTE PRIORITAIRE

Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec (QC) G1K 7Y7

À l'attention de : Monsieur Bernard Beaudoin, Directeur régional

OBJET : Avis au ministre en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation* pour l'approbation de dragage au havre de pêche de Rivière-au-Tonnerre, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Rivière-au-Tonnerre, Côte-Nord, province de Québec.

Le ministre des Transports a décidé, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN), que votre ouvrage risque de gêner sérieusement la navigation.

Vous trouverez ci-joint l'approbation de l'ouvrage susmentionné donnée par le ministre des Transports conformément au paragraphe 6(1), de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN).

Veuillez prendre note que la permission s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN et qu'elle ne confère aucun droit lié à la propriété du lit de la voie navigable.

Le document ci-joint s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN. Il incombe au propriétaire de se conformer à tout autre loi et règlement applicable.

Veuillez vous assurer :

1. Qu'en tout temps, aucun équipement, matériel ou débris, provenant des travaux, ne soit laissé abandonné dans le cours d'eau navigable ou ne cause une obstruction à la navigation.
2. De conserver une copie de l'approbation sur les lieux des travaux.

Veuillez noter que la LPN, exige, entre autres obligations, que le propriétaire avise immédiatement le ministre si son ouvrage présente ou risque de présenter un danger grave ou imminent à la navigation et qu'il prenne des mesures raisonnables pour éliminer le danger à la navigation (article 12 de la LPN).

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau situé à Québec par téléphone au 418-648-5238, par télécopieur au 418-648-7980 ou par courriel à l'adresse suivante serge.belanger@tc.gc.ca.

Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Je vous prie d'agréer, Monsieur Beaudoin, l'expression de mes salutations distinguées.



Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec

p.j. Lettre de décision et le rapport de suivi environnemental en vertu de la LCÉE

c.c. Mme Mireille Gingras, Pêches et Océans Canada, Ports pour petits bateaux.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)



LOI SUR LA PROTECTION DE LA NAVIGATION
Paragraphe 6(1)

8200-2015-300256

Approbation

PROPRIÉTAIRE : Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec, QC G1K 7Y7

OUVRAGE : Dragage

EMPLACEMENT DU SITE : Situé environ à 50° 16' 27,12" N - 064° 46' 52,38" O, au havre de pêche de Rivière-au-Tonnerre, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Rivière-au-Tonnerre, Côte-Nord, province de Québec.

En ce qui concerne l'avis et l'application présentés au ministre des Transports, en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, aux fins d'approbation d'un ouvrage, le ministre approuve par la présente la construction de l'ouvrage décrit ci-dessus et du plan ci-joint aux termes du paragraphe 6(1) conformément aux conditions suivantes :

1. Demander l'émission d'un avis à la navigation en communiquant avec la Garde côtière canadienne, Bureau des Avis à la navigation / Centre SCTM Les Escoumins par courriel à l'adresse OPSAVIS@dfo-mpo.gc.ca, au numéro de téléphone 418-233-2308 ou par télécopieur au numéro 418-233-3299 au moins quarante-huit (48) heures avant le début des travaux. Assurer le suivi de l'avis à la navigation jusqu'à la fin des travaux pour annulation.
2. Assurer le maintien de la circulation maritime sécuritaire dans la zone des travaux.
3. S'assurer, pour un dragage à suction, que les tuyaux soient maintenus en surface au moyen de flotteurs de couleur jaune ou orange.
 - Munir les flotteurs de bandes réfléchissantes jaunes de 10 cm de large X 30 cm de long espacées d'au plus 5 mètres.
4. Assurer l'éclairage des équipements et de la zone des travaux de nuit ou par conditions de visibilité réduite.
5. Fournir à notre bureau un plan de sondage après dragage de la zone draguée dans un délai de 90 jours suivant la fin des travaux.

SIGNÉ en un exemplaire le 8 mars 2016 à Québec, Québec

Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec pour le ministre des Transports

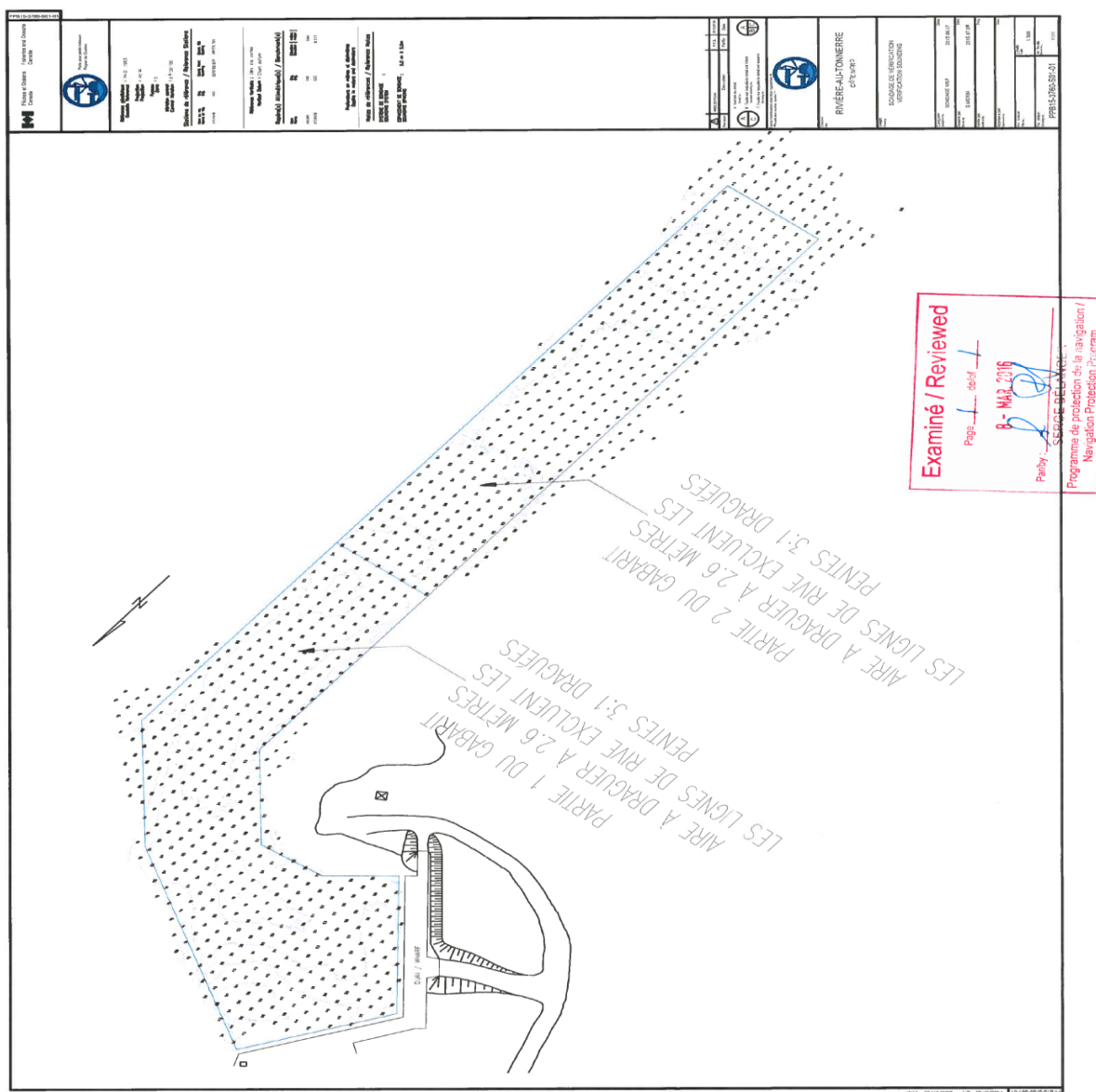
PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)



PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation MINGAN



Programme de protection de la navigation
401-1550, ave d'Estimaerville
Québec (QC) G1J 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence
8200-2015-300253

Le 11 mai 2016

PAR COURRIEL SEULEMENT

Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec (QC) G1K 7Y7

À l'attention de : Monsieur Bernard Beaudoin, Directeur régional

OBJET : **Avis au ministre en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation* pour l'approbation de dragage au havre de pêche de Mingan, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan, Côte-Nord, province de Québec.**

Monsieur,

Le ministre des Transports a décidé, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN), que votre ouvrage risque de gêner sérieusement la navigation.

Vous trouverez ci-joint l'approbation de l'ouvrage susmentionné donnée par le ministre des Transports conformément au paragraphe 6(1), de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN).

Veuillez prendre note que la permission s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN et qu'elle ne confère aucun droit lié à la propriété du lit de la voie navigable.

Veuillez vous assurer :

1. Qu'en tout temps, aucun équipement, matériel ou débris, provenant des travaux, ne soit laissé abandonné dans le cours d'eau navigable ou ne cause une obstruction à la navigation.
2. De conserver une copie de l'approbation sur les lieux des travaux.

Veuillez noter que la LPN, exige, entre autres obligations, que le propriétaire avise immédiatement le ministre si son ouvrage présente ou risque de présenter un danger grave ou imminent à la navigation et qu'il prenne des mesures raisonnables pour éliminer le danger à la navigation (article 12 de la LPN).

Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation MINGAN (suite)

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau situé à Québec par téléphone au 418-648-5238, par télécopieur au 418-648-7980 ou par courriel à l'adresse suivante serge.belanger@tc.gc.ca.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Beaudoin, l'expression de mes salutations distinguées.



Serge Belanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec

SB/lp

Cc : Madame Mireille Gingras – Pêches et Océans Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation MINGAN (suite)



LOI SUR LA PROTECTION DE LA NAVIGATION
Paragraphe 6(1)

8200-2015-300253

Approbation

PROPRIÉTAIRE : Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec, QC G1K 7Y7

OUVRAGE : Dragage (15 669 m³)

EMPLACEMENT DU SITE : Situé environ à 50° 17' 19,85" N - 064° 01' 18,06 O, au havre de pêche de Mingan, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan, Côte-Nord, province de Québec.

En ce qui concerne l'avis présenté au ministre des Transports, en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, aux fins d'approbation d'un ouvrage, le ministre approuve par la présente la construction de l'ouvrage décrit ci-dessus et du plan ci-joint aux termes du paragraphe 6(1) conformément aux conditions suivantes :

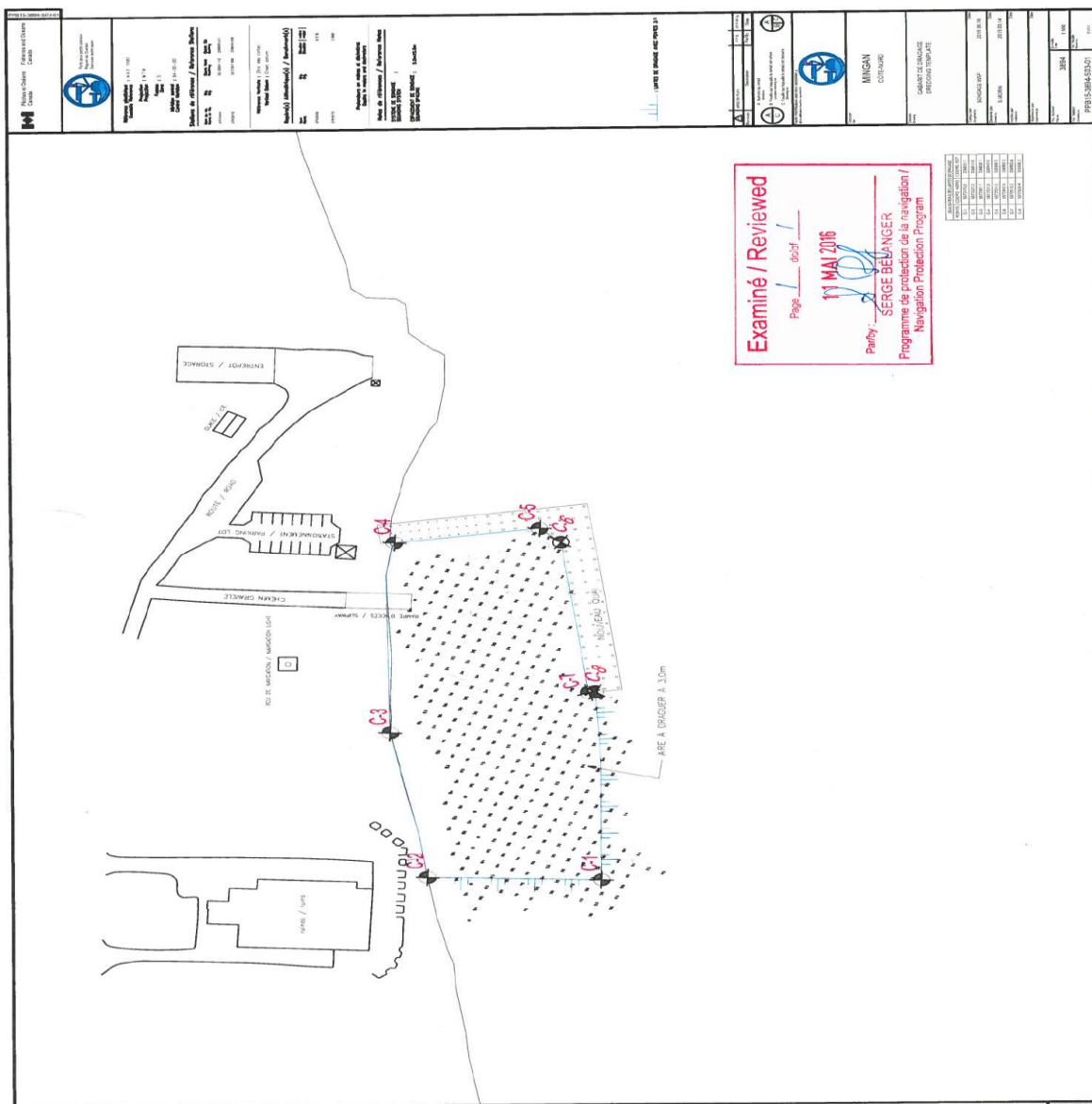
1. Demander l'émission d'un avis à la navigation en communiquant avec la Garde côtière canadienne, Bureau des Avis à la navigation / Centre SCTM Les Escoumins par courriel à l'adresse OPSAVIS@dfo-mpo.gc.ca, au numéro de téléphone 418-233-2308 ou par télécopieur au numéro 418-233-3299 au moins quarante-huit (48) heures avant le début des travaux. Assurer le suivi de l'avis à la navigation jusqu'à la fin des travaux pour annulation.
2. Assurer le maintien de la circulation maritime sécuritaire dans la zone des travaux.
3. S'assurer, pour un dragage à succion, que les tuyaux soient maintenus en surface au moyen de flotteurs de couleur jaune ou orange.
 - Munir les flotteurs de bandes réfléchissantes jaunes de 10 cm de large X 30 cm de long espacées d'au plus 5 mètres.
4. Assurer l'éclairage des équipements temporaires et de la zone des travaux, de nuit ou par conditions de visibilité réduite.
5. Fournir à notre bureau un plan de sondage après dragage de la zone draguée dans un délai de 90 jours suivant la fin des travaux.

SIGNÉ en deux exemplaires le 11 mai 2016 à Québec, Québec

Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région du Québec
pour le ministre des Transports

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation

MINGAN (suite)



PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation HAVRE-SAINT-PIERRE



Programme de protection de la navigation
401-1550, ave d'Estimaerville
Québec (QC) G1J 0C8

Your file Votre référence

Our file Notre référence
8200-2015-300255

Le 12 avril 2016

PAR COURRIEL SEULEMENT

Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec (QC) G1K 7Y7

À l'attention de : Monsieur Bernard Beaudoin, Directeur régional

OBJET : **Avis au ministre en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation* pour l'approbation de dragage au havre de pêche de Havre-Saint-Pierre, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Havre-Saint-Pierre, Côte-Nord, province de Québec.**

Monsieur,

Le ministre des Transports a décidé, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN), que votre ouvrage risque de gêner sérieusement la navigation.

Vous trouverez ci-joint l'approbation de l'ouvrage susmentionné donnée par le ministre des Transports conformément au paragraphe 6(1), de la *Loi sur la protection de la navigation* (LPN).

Veuillez prendre note que la permission s'applique seulement à l'incidence de votre ouvrage sur la navigation en vertu de la LPN et qu'elle ne confère aucun droit lié à la propriété du lit de la voie navigable.

Veuillez vous assurer :

1. Qu'en tout temps, aucun équipement, matériel ou débris, provenant des travaux, ne soit laissé abandonné dans le cours d'eau navigable ou ne cause une obstruction à la navigation.
2. De conserver une copie de l'approbation sur les lieux des travaux.

Veuillez noter que la LPN, exige, entre autres obligations, que le propriétaire avise immédiatement le ministre si son ouvrage présente ou risque de présenter un danger grave ou imminent à la navigation et qu'il prenne des mesures raisonnables pour éliminer le danger à la navigation (article 12 de la LPN).

Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec notre bureau situé à Québec par téléphone au 418-648-5238, par télécopieur au 418-648-7980 ou par courriel à l'adresse suivante serge.belanger@tc.gc.ca.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Beaudoin, l'expression de mes salutations distinguées.



Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec

SB/lp

Cc : Madame Mireille Gingras – Pêches et Océans Canada

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)



LOI SUR LA PROTECTION DE LA NAVIGATION
Paragraphe 6(1)

8200-2015-300255

Approbation

PROPRIÉTAIRE : Pêches et Océans Canada
Ports pour petits bateaux
104, rue Dalhousie
Québec, QC G1K 7Y7

OUVRAGE : Dragage (profondeur à atteindre -3,0 m z.c.)

EMPLACEMENT DU SITE : Situé environ à 50° 14' 09,96" N - 063° 36' 14,43 O, au havre de pêche de Havre-St-Pierre, dans le Golfe du Saint-Laurent, municipalité de Havre-St-Pierre, Côte-Nord, province de Québec.

En ce qui concerne l'avis présenté au ministre des Transports, en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, aux fins d'approbation d'un ouvrage, le ministre approuve par la présente la construction de l'ouvrage décrit ci-dessus et du plan ci-joint aux termes du paragraphe 6(1) conformément aux conditions suivantes :

1. Demander l'émission d'un avis à la navigation en communiquant avec la Garde côtière canadienne, Bureau des Avis à la navigation / Centre SCTM Les Escoumins par courriel à l'adresse OPSAVIS@dfo-mpo.gc.ca, au numéro de téléphone 418-233-2308 ou par télécopieur au numéro 418-233-3299 au moins quarante-huit (48) heures avant le début des travaux. Assurer le suivi de l'avis à la navigation jusqu'à la fin des travaux pour annulation.
2. Assurer le maintien de la circulation maritime sécuritaire dans la zone des travaux.
3. S'assurer, pour un dragage à succion, que les tuyaux soient maintenus en surface au moyen de flotteurs de couleur jaune ou orange.
 - Munir les flotteurs de bandes réfléchissantes jaunes de 10 cm de large X 30 cm de long espacées d'au plus 5 mètres.
4. Assurer l'éclairage des équipements temporaires et de la zone des travaux, de nuit ou par conditions de visibilité réduite.
5. Fournir à notre bureau un plan de sondage après dragage de la zone draguée dans un délai de 90 jours suivant la fin des travaux.

SIGNÉ en deux exemplaires le 12 avril 2016 à Québec,
Québec

Serge Bélanger
Agent
Programme de protection de la navigation
Groupe programmes
Transports Canada
Région de Québec pour le ministre des Transports

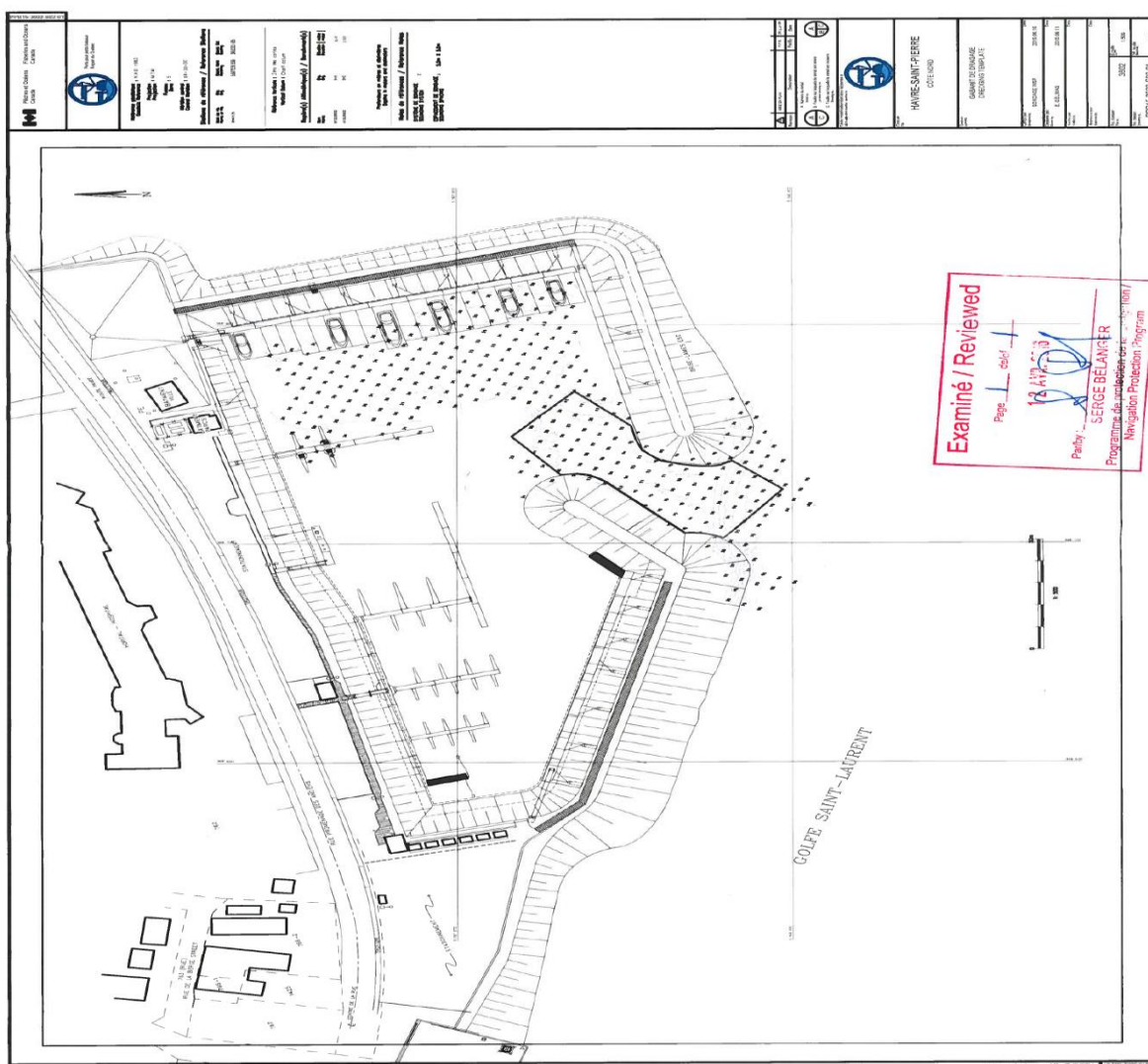
PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 5 Autorisation Transports Canada – Protection de la navigation HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)



FIN DE LA SECTION

A N N E X E 6

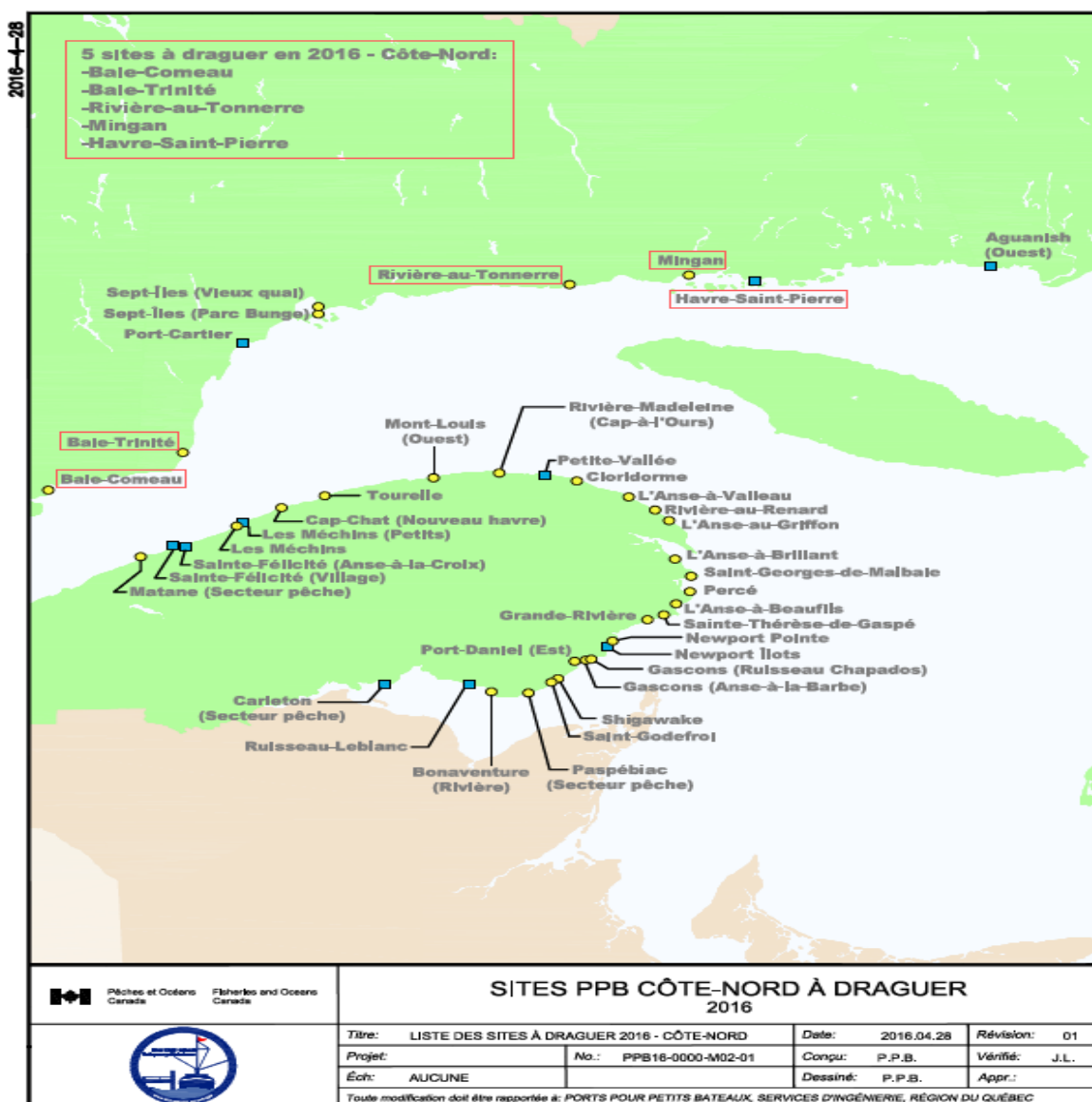
PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 6

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 6 Localisation géographique des havres à draguer



FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-160040

A N N E X E 7

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 7

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 7

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

FORMAT DES FICHIERS NUMÉRIQUES :

- Coordonnées Est(mètre)<espace>Coordonnée Nord(mètre)<espace>Profondeur(mètre)

288183.24 5237654.78 3.79

288181.90 5237652.29 3.80

288183.81 5237652.86 3.67

N.B. : La profondeur est positive sous le zéro des cartes.

FIN DE LA SECTION

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-160040

A N N E X E 8

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU

FORMULAIRE DE SURVEILLANCE

IDENTIFICATION DU PROJET	
Endroit :	Havre de Baie-Comeau – Côte-Nord
Type de travaux :	Dragage d'entretien de sédiments
Date de réalisation des travaux :	2016
Date de réalisation de la surveillance :	
Activité de surveillance réalisée :	Visite sur le terrain lors des travaux
	Autre activité de surveillance (spécifier) :

MESURES D'ATTÉNUATION	À FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
Qualité de l'air et bruit				
Utiliser, pour le transport, le chemin sur lequel se trouvent le moins de résidences				
Arrêter la machinerie lorsque celle-ci est immobilisée ou n'est pas en utilisation				
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport d'équipements et de matériaux				
Réaliser les travaux durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale				
Inspecter la machinerie afin de vérifier son bon fonctionnement et l'entretenir en conformité avec les recommandations d'usage				
Recouvrir les sédiments mis en piles pour l'assèchement et lors du transport en milieu terrestre				
Éviter la manipulation des sédiments en milieu terrestre lors de mauvaises conditions météorologiques, tel que de forts vents, afin de limiter la mise en suspension de particules dans l'air				
Qualité des sédiments et des eaux de surface et des sols				
Inspecter quotidiennement la machinerie afin de vérifier son bon fonctionnement et l'entretenir en conformité avec les recommandations d'usage				
Demeurer à l'intérieur de la zone visée par le dragage prévue pour 2016, soit à l'intérieur du chenal d'accès				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

MESURES D'ATTÉNUATION	A FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
Dans l'éventualité où des sédiments doivent être dragués à l'extérieur de la zone de dragage prévue pour 2016 et si ceux-ci sont contaminés, ils devront être gérés en milieu terrestre. Le cas échéant, les mesures d'atténuation devront être revues et approuvées par EC en vertu de l'article 36 de la LEP				
Sensibiliser les opérateurs des équipements de dragage afin d'éviter de remettre en suspension inutilement les sédiments				
Nettoyer ou entretenir la machinerie à plus de 30 m de la berge. Une huile lubrifiante biodégradable devra autant que possible être utilisée pour la machinerie devant submerger des parties mécaniques pour la réalisation des travaux				
Suspendre les travaux lors de mauvaises conditions météorologiques, c'est-à-dire lors d'épisodes de forts vents, de tempêtes ou de vagues importantes afin d'éviter d'accroître la mise en suspension des sédiments ou le débordement de la barge ou de la drague				
Éviter de trop remplir le chaland afin d'éviter une surverse				
Utiliser un chaland étanche pour le transport des sédiments afin d'éviter d'en perdre durant le transport				
Descendre le godet de la pelle le plus bas possible dans le chaland				
Immobiliser le chaland lors du rejet et effectuer un largage rapide				
Ralentir la cadence de dragage si un panache important se forme autour de la drague afin de réduire la mise en suspension de sédiments				
Respecter l'aire de dépôt				
Dans l'éventualité de l'utilisation d'une drague à succion reliée par des conduites à un site temporaire d'assèchement, inspecter régulièrement les conduites afin de repérer toute fuite				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

MESURES D'ATTÉNUATION	A FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
Dans l'éventualité d'une gestion terrestre, mettre les déblais en pile au-dessus d'un bassin étanche afin de contrôler le ruissellement. Échantillonner les eaux récupérées et les analyser en fonction des contaminants retrouvés dans les sédiments, le cas échéant, et les matières en suspension (MES)				
Si des sédiments contaminés devaient être dragués, installer un écran protecteur de façon à confiner la zone de travail. Celui-ci sera maintenu verticalement par des flotteurs et lesté au fond. L'installation devra prévoir l'ajustement en fonction de la marée. L'écran protecteur doit permettre la circulation de l'eau tout en retenant les sédiments à l'intérieur de la zone des travaux. En tout temps, l'écran protecteur devra isoler l'aire de travail afin d'éviter la fuite de matières en suspension vers l'extérieur. L'écran sera retiré au plus tôt 24 heures après la fin des travaux de dragage. Un effarouchement devra être fait avant la mise en place et la fermeture de l'écran protecteur pour éloigner les poissons de l'aire à draguer				
Si les sols sont gérés en milieu terrestre, recouvrir les déblais en pile pour assèchement afin d'éviter la lixiviation dans les sols				
Faune et flore aquatique				
Appliquer les mesures d'atténuation de la section concernant la qualité de l'eau				
Lorsqu'un cétacé est observé à moins de 200 m de la zone des travaux en milieu aquatique, il est recommandé d'interrompre les travaux et d'attendre que l'animal s'éloigne à plus de 200 m				
Faune aviaire				
Tel que prescrit dans les Lignes directrices pour éviter de déranger les colonies d'oiseaux marins et d'oiseaux aquatiques d'Environnement Canada, il est suggéré d'observer une distance de 300 mètres avec les colonies d'oiseaux. Sur l'eau, Environnement Canada recommande de garder une distance de 300 m de toute colonie d'oiseaux aquatiques. Il faut également éviter d'émettre des bruits aigus ou forts. Finalement, il faut éviter d'émettre toute matière résiduelle et éviter les déversements d'hydrocarbures dans l'eau				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

MESURES D'ATTÉNUATION	À FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
Réaliser une reconnaissance préalablement aux travaux, afin de s'assurer de l'absence de nids dans le secteur des travaux et en périphérie immédiate				
Afin d'éviter les prises accessoires, éviter d'entreprendre des activités potentiellement destructrices ou perturbatrices dans des emplacements ou pendant des périodes sensibles, y compris les périodes de reproduction et les périodes de forte utilisation telles que la migration ou l'alimentation. Pour le secteur des travaux, cette période s'étend de la fin avril au début d'août				
Le secteur accueille deux (2) espèces désignées comme préoccupantes et une (1) en voie de disparition. Il s'agit respectivement du garrot d'Islande et de l'arlequin plongeur, tandis que le pluvier siffleur est considéré en voie de disparition. Il est peu probable d'observer de retrouver le pluvier siffleur près du havre. Par contre, le garrot d'Islande et l'arlequin plongeur pourraient utiliser le secteur pour s'alimenter, seuls ou en groupe. Étant donné que ces espèces n'utilisent pas le site en tant qu'habitat ou site de nidification, l'effet des activités de dragage sur ces espèces est jugé négligeable. Néanmoins, il serait préférable d'éviter de draguer de la fin octobre au début mai pour le garrot d'Islande et du mois d'août au début de l'automne en ce qui a trait à l'arlequin plongeur				
Éviter d'effaroucher les individus, particulièrement l'arlequin plongeur, et suspendre les travaux si des individus sont observés à moins de 100 m des travaux				
Espèces rares et menacées				
Appliquer les mesures des sections « Faune et flore aquatique » et « Faune aviaire »				
Résidents du secteur				
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport d'équipements et de matériaux				
Tracer la voie de circulation sur laquelle se trouvent le moins de résidences				
Arrêter la machinerie lorsque celle-ci est immobilisée ou n'est pas en utilisation				
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport d'équipements et de matériaux				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

MESURES D'ATTÉNUATION	À FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
Réaliser les travaux durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale				
Nettoyer régulièrement les voies publiques				
Transport et navigation				
Éviter autant que possible les périodes de pointe de l'hivernation et de l'estivation				
Réaliser les travaux en dehors de la haute saison de la pêche commerciale				
Respecter en tout temps les conditions de l'autorisation émise par TC en vertu de la Loi sur la protection de la navigation				
Publier un avis dans les médias locaux afin de faire connaître la période et l'étendue des travaux par la population				
Baliser la zone des travaux				
Émettre un avis à la navigation				
L'Administration portuaire du havre de Baie-Comeau doit émettre un avis à ses membres concernant les travaux prévus et la période d'exécution				
Installer une signalisation routière adéquate sur l'ensemble du trajet emprunté par les poids lourds et la machinerie				
Récréotourisme				
Communiquer régulièrement avec le responsable de la marina				
Éviter autant que possible les périodes de pointe de l'hivernation et de l'estivation				
Faire en sorte de perturber le moins possible les activités régulières des utilisateurs du havre				
Accidents et défaillances				
Un plan d'intervention devra être prévu avant le début des travaux et communiqué et connu de tous les intervenants				
Les déversements accidentels devront être rapportés au représentant de TPSGC dans le plus court délai possible ainsi qu'à la ligne d'urgence environnementale d'Environnement Canada, au 1-866-283-2333				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

MESURES D'ATTÉNUATION	À FOURNIR		MESURE RÉALISÉE	COMMENTAIRES (Si non réalisée ou N/A, veuillez justifier)
	Photos	Document	Oui Non N/A	
L'entretien des véhicules, les pleins d'essence ainsi que l'entreposage de carburants ou autres matières dangereuses devront se faire, autant que possible, à une distance de 30 mètres des fossés de drainage. Si cette distance ne peut être respectée, il faudra appliquer des mesures de confinement. De plus, il faudra préconiser l'emploi d'équipements utilisant une huile végétale biodégradable spécialement conçue				
Les huiles usées et les déchets découlant de l'utilisation et de l'entretien de la machinerie sont entreposés et disposés conformément à la réglementation provinciale en vigueur				
Les équipements utilisés devront être propres, ne présenter aucune fuite d'hydrocarbures et être inspectés régulièrement lors des travaux				
Une trousse complète d'intervention en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures devra être présente sur le site				
Les employés qui travaillent sur le chantier devront avoir la formation nécessaire pour agir en cas d'urgence environnementale. Le responsable de chantier devra être avisé immédiatement de l'incident				
Les sols, les sédiments ou les matériaux de remblai, selon le cas, contaminés par un déversement accidentel devront être placés en pile sur des toiles étanches et recouvertes de toiles étanches, être échantillonnés selon le volume de sol en cause selon les cadences définies dans le Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales, Cahier 5, être soumis à des analyses chimiques en laboratoire, soit les hydrocarbures pétroliers C10 à C50, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les composés organiques volatils (COV) et être gérés selon les directives de la Grille de gestion des sols contaminés excavés du MDDELCC ou selon la réglementation en vigueur et ainsi acheminés vers un site autorisé				
Les eaux contaminées par un déversement accidentel devront être confinées en vue d'être caractérisées ou prises en charge directement par une compagnie spécialisée qui les acheminera vers un centre de traitement approuvé par le MDDELCC				
Un plan d'intervention devra être prévu avant le début des travaux et communiqué et connu de tous les intervenants				

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-COMEAU (suite)

Commentaires: Observations sur le terrain, présence de la faune, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation, etc.

--

GESTION (NOMBRE ET ANNOTATION NUMÉRIQUE) DES PHOTOGRAPHIES

01		...	
02			
03			
04			

RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE

Préparée par :	
Date :	
Organisme :	
Téléphone :	
Courriel :	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-TRINITÉ

FICHE DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

IDENTIFICATION DU PROJET			
Site :	Havre de Baie-Trinité		
Titre du projet :	Dragage d'entretien		
Date de réalisation des travaux :			
Date de réalisation de la surveillance :			
Activité de surveillance réalisée :	<input type="checkbox"/> Visite sur le terrain lors des travaux <input type="checkbox"/> Autre activité de surveillance (spécifier) :		
Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Générales			
Utiliser des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement selon la réglementation en vigueur			
Optimiser les déplacements de la machinerie			
Sensibiliser les opérateurs pour qu'ils éteignent le moteur de la machinerie, lorsqu'inactive			
Procéder à l'inspection et l'entretien des engins et de leurs systèmes d'échappement afin que ces derniers soient en bon état			
Recouvrir les sédiments lors du transport			
Installer un rideau de confinement afin d'éviter la propagation des MES, si nécessaire			
Advenant la présence d'un important nuage de turbidité se dispersant hors du secteur des travaux, ralentir les activités de dragage ou espacer les périodes de dragage dans le temps			
Localiser et aménager la cellule d'entreposage temporaire et d'assèchement des sédiments de manière à minimiser la remise en suspension des particules fines			
Les sédiments dragués devront être disposés au-delà de la limite des pleines mers supérieures des grandes marées (PMSGM)			
L'eau d'assèchement doit être gérée selon sa qualité environnementale et selon les normes en vigueur			
Éviter tout mouvement brusque de la machinerie lors des travaux en milieu aquatique			



ÉEE: Dragage d'entretien du havre de Baie-Trinité
Réf. : 5150029-A

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-TRINITÉ (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Préconiser l'utilisation d'huile végétale pour la machinerie travaillant en contact avec l'eau			
Suspendre les travaux lorsque les conditions météorologiques se détériorent (forts vents, tempête) afin d'empêcher la dispersion des matières draguées ou en suspension hors de l'aire de travail			
Respecter les limites du gabarit de dragage			
Réduire la vitesse de dragage lorsque la turbidité de l'eau à l'intérieur du havre devient problématique			
Advenant un dragage par succion, inspecter régulièrement les canalisations pour déceler tout problème possible dans l'acheminement des sédiments et maintenir son étanchéité en tout temps. Si des fuites sont présentes le long du tuyau, cesser immédiatement les opérations de dragage et réparer la fuite.			
Advenant un dragage mécanique, choisir un temps de cycle qui réduit la vitesse ascendante de la pelle excavatrice chargée à travers la colonne d'eau et utiliser une benne preneuse la plus étanche possible			
Si les déblais de dragage sont entreposés/transportés sur une barge, éviter la surverse de la barge et appliquer des mesures d'atténuation appropriées afin de s'assurer que les sédiments sont entièrement confinés et ne réintègrent pas le plan d'eau.			
Démontrer que les équipements utilisés sont restés dans l'estuaire ou le Golfe Saint-Laurent au moins durant les 12 derniers mois, sans quoi une inspection démontrant l'absence d'espèces envahissantes devra être effectuée.			
Ne pas réaliser de travaux entre le 16 mai et le 15 juillet, afin de protéger la période de reproduction du capelan			
Suspendre les travaux si un mammifère marin ou une tortue luth est observé à proximité du havre. Les travaux pourront reprendre lorsque l'individu en question se sera éloigné à plus de 300 m ou après une période de 30 minutes sans observation			
Éviter d'effectuer les travaux durant la période de nidification, soit de la mi-avril à la fin du mois d'août			



ÉE: Dragage d'entretien du havre de Baie-Trinité
Réf. : 5150029-A

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-TRINITÉ (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Procéder le plus rapidement possible à la remise en état des lieux après les travaux			
Assurer la sécurité des travailleurs et du public en balisant le site des travaux et en utilisant des barrières de protection et une signalisation adéquate			
Nettoyage régulier des voies publiques			
Communiquer régulièrement avec l'administration portuaire afin de coordonner les travaux avec les activités portuaires afin de diminuer les impacts sur les usagers du havre			
Émettre un avis à la navigation pour informer de la période d'exécution et de la zone des travaux			
Assurer la sécurité des utilisateurs en balisant la zone des travaux et en installant une signalisation adéquate au niveau de la navigation			
Gestion des matières résiduelles			
Disposer séparément les matières résiduelles non recyclables et recyclables			
Disposer de tous les déchets et matières résiduelles conformément à la réglementation en vigueur et s'assurer qu'aucune matière résiduelle ne soit brûlée, enfouie ou submergée sur place			
S'assurer qu'aucun déchet n'est laissé sur le site			
Obtenir l'approbation de la municipalité et du MDDELCC pour tout projet de valorisation des déblais de dragage			
Ne pas réutiliser les déblais de dragage à proximité d'un puits d'alimentation en eau potable et/ou d'un cours d'eau douce en raison de leur teneur en chlorure			
Défaillances et accidents			
Tenir une réunion avec le personnel, avant le début des travaux, afin de l'informer des exigences contractuelles en matière d'environnement et de sécurité, incluant les composantes du plan d'urgence			

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-TRINITÉ (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Les matières dangereuses doivent être gérées conformément au Règlement sur les matières dangereuses (L.R.Q., c. Q-2, r. 15.2)			
Ne pas manipuler ni stocker d'hydrocarbures et de produits dangereux à moins de 30 m de l'eau			
Maintenir les véhicules et équipements en parfait état de fonctionnement et vérifier quotidiennement l'absence de fuite de contaminants			
Exécuter, sous surveillance constante, toutes manipulations de carburant, d'huile et d'autres produits dangereux afin d'éviter les déversements accidentels			
Prévoir des trousse d'urgence en cas de déversements (boudins et matériaux absorbants oléophiles et hydrofuges, polyéthylènes, sacs étanches, contenants étanches, pelles, gants, obturateurs de fuites, etc.) en permanence sur le site pour les produits pétroliers et les matières résiduelles ainsi que des matières absorbantes en cas de déversement			
Mettre en place un plan d'urgence et veiller à son application immédiate avant le début des travaux			
Récupérer tout sol ou eau contaminés sans délai et en disposer selon la réglementation en vigueur. Suite aux travaux de décontamination, une caractérisation environnementale des sols doit être réalisée par une firme spécialisée afin de démontrer la remise en état du site			
En cas d'un déversement, en plus du chargé de projet de MPO-PPB pour le projet, contacter les organismes suivants sans délai: Urgence-Environnement Qc : 1-866 694-5454 ; Urgence Environnement Canada : 1-866-283-2333. Garde côtière canadienne : 1-800-363-4735.			

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental BAIE-TRINITÉ (suite)

Commentaires : Observations sur le terrain, présence de la faune, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation, etc.

--

GESTION (NOMBRE ET ANNOTATION NUMÉRIQUE) DES PHOTOGRAPHIES POUR CHACUN DES SITES

01			
02			
03			
04			
05			
...			

RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE

Préparé par :	
Date :	
Organisme :	
Téléphone et Courriel :	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental

RIVIÈRE-AU-TONNERRE

FORMULAIRE DE SURVEILLANCE

IDENTIFICATION DU PROJET	
Promoteur :	Pêches et Océans Canada – Direction des Ports pour petits bateaux
Site :	Havre de pêche de Rivière-au-Tonnerre
Titre du projet :	Dragage d'entretien 2016
Date de réalisation des travaux :	
Date de réalisation de la surveillance :	
Activité de surveillance réalisée :	<div style="display: flex; align-items: flex-start;"> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div>Visite sur le terrain lors des travaux</div> </div> <div style="display: flex; align-items: flex-start;"> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div>Autre activité de surveillance (spécifier) :</div> </div>

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Organisation du chantier et mise en place des mesures temporaires de protection				
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A	
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A	
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsque inutilisés	Oui	Non	N/A	
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A	
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport des équipements et matériaux	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage préalablement définies	Oui	Non	N/A	
Émettre un avis public des travaux pour informer les utilisateurs du havre de la tenue et du calendrier des travaux	Oui	Non	N/A	
Émettre un avis à la navigation	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Limiter l'accès à la zone de travaux aux personnes dûment autorisées	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage identifiées	Oui	Non	N/A	
Afficher une signalisation terrestre adéquate pour les travailleurs et les usagers du secteur des travaux	Oui	Non	N/A	
Nettoyer régulièrement les voies publiques	Oui	Non	N/A	
Mettre en place un périmètre de protection autour des aires de travaux	Oui	Non	N/A	
Fournir les attestations relatives aux espèces exotiques envahissantes	Oui	Non	N/A	
Vérifier si les équipements sont propres et exempts d'espèces exotiques envahissantes et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux	Oui	Non	N/A	
Pour les équipements déjà à l'eau, démontrer que les équipements sont soit demeurés dans les eaux du golfe Saint-Laurent (régions de la Gaspésie ou de la Côte-Nord), ou qu'ils sont exempts d'espèces exotiques envahissantes.	Oui	Non	N/A	
Dragage des sédiments				
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A	
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A	
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsque inutilisés	Oui	Non	N/A	
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A	
Baliser un périmètre de sécurité constitué de bouées d'avertissement jaunes conformes aux exigences	Oui	Non	N/A	
Éviter les mouvements brusques de la benne ainsi que le nivellement du fond par pivotement de la benne ou de la drague	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Limiter la vitesse de la descente et de la remontée de la drague en cas de matières en suspension trop importantes	Oui	Non	N/A	
Éviter de procéder au dragage lorsque les conditions aquatiques sont agitées	Oui	Non	N/A	
Utiliser un chaland étanche pour le transport des sédiments	Oui	Non	N/A	
Si une drague hydraulique à succion est utilisée, s'assurer que les conduites dirigeant les déblais vers la berge soient étanches.	Oui	Non	N/A	
Ajuster le niveau de remplissage des barges en fonction des conditions météorologiques afin d'éviter une surverse	Oui	Non	N/A	
Limiter les pertes accidentelles de déblais lors du transbordement	Oui	Non	N/A	
Adapter les méthodes de travail si une augmentation soudaine des matières en suspension est observée	Oui	Non	N/A	
Réaliser les travaux en dehors des périodes de restriction définies par Pêches et Océans Canada, soit entre le 1 ^{er} mai et le 15 juillet, et entre le 16 avril et le 31 août pour les travaux de nuit	Oui	Non	N/A	
Adapter les déplacements en mer en présence de groupes d'oiseaux	Oui	Non	N/A	
Maintenir en tout temps un accès au havre	Oui	Non	N/A	
Établir un système de communication entre les autorités du havre, les pêcheurs et autres usagers du havre	Oui	Non	N/A	
S'assurer qu'aucun équipement, matériel ou débris provenant des travaux ne soit laissé abandonné dans le havre ou ne cause une obstruction à la navigation	Oui	Non	N/A	
S'assurer que les travaux ne nuiront pas à la visibilité des aides à la navigation	Oui	Non	N/A	
S'assurer que les conditions d'approbation contenues dans l'autorisation de Transports Canada en vertu de l'LPN sont respectées en tout temps	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Gestion terrestre des sédiments				
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A	
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A	
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsque inutilisés	Oui	Non	N/A	
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A	
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport des sédiments et autres matériaux	Oui	Non	N/A	
Mettre les sédiments dans un conteneur ou un camion à benne étanche et recouvert d'une bâche	Oui	Non	N/A	
Au site d'entreposage temporaire des sédiments, mettre en place un système de confinement afin de garder les matières en suspension dans l'aire d'assèchement et d'éviter le transport de sédiments vers l'eau du havre	Oui	Non	N/A	
Au site d'entreposage temporaire des sédiments, gérer les eaux d'assèchement des sédiments selon leur qualité environnementale et les normes en vigueur	Oui	Non	N/A	
Entreposer les sédiments dans une zone de disposition finale préalablement définie et située au-delà de la limite supérieure des pleines mers de grande marée et à l'écart des plans d'eau douce, des sources d'eau potable et des milieux sensibles	Oui	Non	N/A	
Au besoin, mettre en place des mesures additionnelles telles que déposer les déblais de dragage en piles, sur des toiles étanches et les recouvrir	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage qui seront préalablement définies	Oui	Non	N/A	
Aviser les pêcheurs et les utilisateurs du havre de la tenue et du calendrier des travaux	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Afficher une signalisation terrestre adéquate pour les usagers du secteur des travaux	Oui	Non	N/A	
Limiter l'accès à la zone de travaux aux personnes dûment autorisées	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage qui seront préalablement définies; Afficher une signalisation terrestre adéquate le long du parcours utilisé par les camions	Oui	Non	N/A	
Éviter la circulation de la machinerie en milieu résidentiel	Oui	Non	N/A	
Accidents et défaillances				
Mettre en place un périmètre de sécurité autour des aires de travaux	Oui	Non	N/A	
Préparer un plan d'urgence environnementale	Oui	Non	N/A	
Avoir en tout temps sur le site des travaux une trousse d'intervention en cas d'accident afin d'être en mesure de circonscrire un déversement.	Oui	Non	N/A	
Identifier et mettre en place une aire d'entretien de la machinerie, d'entreposage et de manipulation des matières dangereuses. Ce site devra être situé à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau ou plan d'eau	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie et l'entreposage des matériaux eaux aires préalablement définies	Oui	Non	N/A	
Maintenir la machinerie propre et en bon état de fonctionnement et faire des inspections quotidiennes afin de détecter la présence de fuite de contaminant	Oui	Non	N/A	
Utiliser, si possible, des huiles végétales biodégradables pour la machinerie en contact avec l'eau	Oui	Non	N/A	
Disposer de toutes les matières résiduelles conformément à la réglementation; aucun déchet ne pourra être brûlé ou enfoui sur place	Oui	Non	N/A	
Disposer des huiles usées et autres matières dangereuses résiduelles conformément à la réglementation : aucun hydrocarbure, solvant, diluant ou toute autre substance dangereuse ne pourra être évacuée dans les cours d'eau, égouts pluviaux ou sanitaires	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental

RIVIÈRE-AU-TONNERRE (suite)

Commentaires (observations sur le terrain, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, etc. - tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation) :

RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE

Préparé par :

Date :

Titre :

Organisme :

No de tél. :

Je certifie que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et complets et qu'ils correspondent à mon interprétation des travaux.

Signature :

Date :

Rédigé par :

Titre du poste :

Compagnie :

Note : Ce formulaire de surveillance du respect des mesures d'atténuation, ou un rapport équivalent complété par le surveillant de chantier devra être acheminé à TPSGC, à PPB, au MPO, à EC et à TC à la fin des travaux.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN

FORMULAIRE DE SURVEILLANCE

IDENTIFICATION DU PROJET	
Promoteur :	Pêches et Océans Canada – Direction des Ports pour petits bateaux
Site :	Havre de pêche de Mingan
Titre du projet :	Dragage d'entretien 2016
Date de réalisation des travaux :	
Date de réalisation de la surveillance :	
Activité de surveillance réalisée :	<input type="checkbox"/> Visite sur le terrain lors des travaux <input type="checkbox"/> Autre activité de surveillance (spécifier) :

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Organisation du chantier et mise en place des mesures temporaires de protection				
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A	
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A	
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsqu'inutilisés	Oui	Non	N/A	
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A	
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport des équipements et matériaux	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage préalablement définies	Oui	Non	N/A	
Émettre un avis public des travaux pour informer les utilisateurs du havre de la tenue et du calendrier des travaux	Oui	Non	N/A	
Émettre un avis à la navigation	Oui	Non	N/A	
Limiter l'accès à la zone de travaux aux personnes dûment autorisées	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage identifiées	Oui	Non	N/A	
Afficher une signalisation terrestre adéquate pour les travailleurs et les usagers du secteur des travaux	Oui	Non	N/A	
Nettoyer régulièrement les voies publiques	Oui	Non	N/A	
Mettre en place un périmètre de protection autour des aires de travaux	Oui	Non	N/A	
Fournir les attestations relatives aux espèces exotiques envahissantes	Oui	Non	N/A	
Vérifier si les équipements sont propres et exempts d'espèces exotiques envahissantes et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux	Oui	Non	N/A	
Pour les équipements déjà à l'eau, démontrer que les équipements sont soit demeurés dans les eaux du golfe Saint-Laurent (régions de la Gaspésie ou de la Côte-Nord), soit qu'ils sont exempts d'espèces exotiques envahissantes.	Oui	Non	N/A	
Dragage des sédiments				
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A	
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A	
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsqu'inutilisés	Oui	Non	N/A	
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A	
Baliser un périmètre de sécurité constitué de bouées d'avertissement jaunes conformes aux exigences	Oui	Non	N/A	
Éviter les mouvements brusques de la benne ainsi que le nivellement du fond par pivotement de la benne ou de la drague	Oui	Non	N/A	
Limiter la vitesse de la descente et de la remontée de la drague en cas de matières en suspension trop importantes	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Éviter de procéder au dragage lorsque les conditions aquatiques sont agitées	Oui	Non	N/A	
Utiliser un chaland étanche pour le transport des sédiments	Oui	Non	N/A	
Si une drague hydraulique à succion est utilisée, s'assurer que les conduites dirigeant les déblais vers la berge soient étanches.	Oui	Non	N/A	
Ajuster le niveau de remplissage des barges en fonction des conditions météorologiques afin d'éviter une surverse	Oui	Non	N/A	
Limiter les pertes accidentelles de déblais lors du transbordement	Oui	Non	N/A	
Adapter les méthodes de travail si une augmentation soudaine des matières en suspension est observée	Oui	Non	N/A	
Ne pas réaliser de travaux générant la mise en suspension de sédiments dans l'eau entre le 16 mai et le 15 juillet afin d'éviter les impacts sur la reproduction et l'incubation des œufs de capelan	Oui	Non	N/A	
Adapter les déplacements en mer en présence de groupes d'oiseaux	Oui	Non	N/A	
Appliquer les <i>Lignes directrices pour éviter de déranger les colonies d'oiseaux marins et d'oiseaux aquatiques au Canada</i>				
Maintenir en tout temps un accès au havre	Oui	Non	N/A	
Établir un système de communication entre les autorités du havre, les pêcheurs et autres usagers du havre	Oui	Non	N/A	
Baliser un périmètre de sécurité constitué de bouées d'avertissement jaunes conformes à la réglementation				
S'assurer qu'aucun équipement, matériel ou débris provenant des travaux ne soit laissé abandonné dans le havre ou ne cause une obstruction à la navigation	Oui	Non	N/A	
S'assurer que les travaux ne nuiront pas à la visibilité des aides à la navigation	Oui	Non	N/A	
Porter une attention particulière à la présence d'artefacts archéologiques lors de la réalisation des travaux, qu'ils soient terrestres ou maritimes	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée				Si non ou N/A, raison :
Gestion terrestre des sédiments					
Utiliser de la machinerie, des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement	Oui	Non	N/A		
Faire un entretien régulier de la machinerie et des véhicules utilisés	Oui	Non	N/A		
Éviter de laisser fonctionner inutilement le moteur de la machinerie ou des véhicules lorsqu'inutilisés	Oui	Non	N/A		
Effectuer les travaux bruyants durant les heures normales de travail et en conformité avec la réglementation municipale	Oui	Non	N/A		
Limiter l'utilisation du frein moteur au minimum lors du transport des sédiments et autres matériaux	Oui	Non	N/A		
Mettre les sédiments dans un conteneur ou un camion à benne étanche et recouvert d'une bâche	Oui	Non	N/A		
Au site d'entreposage temporaire des sédiments, mettre en place un système de confinement afin de garder les matières en suspension dans l'aire d'assèchement et d'éviter le transport de sédiments vers l'eau du havre	Oui	Non	N/A		
Au site d'entreposage temporaire des sédiments, gérer les eaux d'assèchement des sédiments selon leur qualité environnementale et les normes en vigueur	Oui	Non	N/A		
Disposer les matériaux de déblais à l'extérieur du niveau de la pleine mer supérieure de grande marée (PGSGM). Si requis, confiner ou stabiliser ces matériaux (p. ex. toile imperméable, barrière à sédiments) de façon à prévenir l'apport de sédiments vers le milieu aquatique	Oui	Non	N/A		
Entreposer les sédiments dans une zone de disposition finale préalablement définie et autorisée, située au-delà de la limite supérieure des pleines mers de grande marée et à l'écart des plans d'eau douce, des sources d'eau potable et des milieux sensibles	Oui	Non	N/A		
Effectuer des analyses de la qualité de l'eau de ruissellement et gérer les eaux d'assèchement des sédiments selon leur qualité environnementale et les normes en vigueur	Oui	Non	N/A		
Au besoin, mettre en place des mesures additionnelles telles que déposer les déblais de dragage en piles ou sur des toiles étanches et les recouvrir	Oui	Non	N/A		

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Effectuer des analyses de la qualité de l'eau de ruissellement gérer les eaux d'assèchement des sédiments selon leur qualité environnementale	Oui	Non	N/A	
S'assurer qu'aucune substance nocive n'est immergée ou rejetée en milieu aquatique ou disposée en un lieu qui risquerait de contaminer le milieu aquatique	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie lourde et l'entreposage de matériaux aux aires de circulation, de travaux et d'entreposage identifiées	Oui	Non	N/A	
Aviser les pêcheurs et les utilisateurs du havre de la tenue et du calendrier des travaux	Oui	Non	N/A	
Afficher une signalisation terrestre adéquate pour les usagers du secteur des travaux	Oui	Non	N/A	
Afficher une signalisation terrestre adéquate le long du parcours utilisé par les camions	Oui	Non	N/A	
Éviter la circulation de la machinerie en milieu résidentiel	Oui	Non	N/A	
Accidents et défaillances				
Mettre en place un périmètre de sécurité autour des aires de travaux	Oui	Non	N/A	
Préparer un plan d'urgence environnementale	Oui	Non	N/A	
Avoir en tout temps sur le site des travaux une trousse d'intervention en cas d'accident afin d'être en mesure de circonscrire un déversement.	Oui	Non	N/A	
Identifier et mettre en place une aire d'entretien de la machinerie, d'entreposage et de manipulation des matières dangereuses. Ce site devra être situé à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau ou plan d'eau	Oui	Non	N/A	
Limiter la circulation de la machinerie et l'entreposage des matériaux eaux aires préalablement définies	Oui	Non	N/A	
Maintenir la machinerie propre et en bon état de fonctionnement et faire des inspections quotidiennes afin de détecter la présence de fuite de contaminant	Oui	Non	N/A	
Exécuter, sous surveillance constante, toute manipulation de carburant, d'huile ou d'autres produits dangereux	Oui	Non	N/A	

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental MINGAN (suite)

Mesures d'atténuation :	Mesure réalisée			Si non ou N/A, raison :
Utiliser, si possible, des huiles végétales biodégradables pour la machinerie en contact avec l'eau	Oui	Non	N/A	
Disposer de tous les matières résiduelles conformément à la réglementation; aucun déchet ne pourra être brûlé ou enfoui sur place	Oui	Non	N/A	
Disposer des huiles usées et autres matières dangereuses résiduelles conformément à la réglementation : aucun hydrocarbure, solvant, diluant ou toute autre substance dangereuse ne pourra être évacuée dans les cours d'eau, égouts pluviaux ou sanitaires	Oui	Non	N/A	

Commentaires (observations sur le terrain, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, etc. - tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation) :

RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE	
Préparé par :	
Date :	
Titre :	
Organisme :	
No de tél. :	
Je certifie que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et complets et qu'ils correspondent à mon interprétation des travaux.	
Signature Rédigé par : Titre du poste : Compagnie :	Date :

Note : Ce formulaire de surveillance du respect des mesures d'atténuation, ou un rapport équivalent complété par le surveillant de chantier devra être acheminé à TPSGC, à PPB, au MPO, à EC et à TC à la fin des travaux.

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental HAVRE-SAINT-PIERRE

FICHE DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

IDENTIFICATION DU PROJET	
Site :	Havre de Havre-Saint-Pierre
Titre du projet :	Dragage d'entretien du chenal et du havre
Date de réalisation des travaux :	
Date de réalisation de la surveillance :	
Activité de surveillance réalisée :	<input type="checkbox"/> Visite sur le terrain lors des travaux <input type="checkbox"/> Autre activité de surveillance (spécifier) :

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Générales			
Utiliser des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement selon la réglementation en vigueur			
Optimiser les déplacements de la machinerie			
Sensibiliser les opérateurs pour qu'ils éteignent le moteur de la machinerie, lorsqu'inactive			
Procéder à l'inspection et l'entretien des engins et de leurs systèmes d'échappement afin que ces derniers soient en bon état			
Recouvrir les sédiments lors du transport			
Installer un rideau de confinement afin d'éviter la propagation des MES, si nécessaire			
Localiser et aménager la cellule d'entreposage temporaire et d'assèchement des sédiments de manière à minimiser la remise en suspension des particules fines			
Les sédiments dragués devront être disposés au-delà de la limite des pleines mers supérieures des grandes marées (PMSGM)			
L'eau d'assèchement doit être gérée selon sa qualité environnementale et selon les normes en vigueur			
Éviter tout mouvement brusque de la machinerie lors des travaux en milieu aquatique			
Préconiser l'utilisation d'huile végétale pour la machinerie travaillant en contact avec l'eau			
Suspendre les travaux lorsque les conditions météorologiques se détériorent (forts vents, tempête) afin d'empêcher la dispersion des matières draguées ou en suspension hors de l'aire de travail			



ÉEE: Dragage d'entretien du havre de Havre-Saint-Pierre
Réf. : 5150029-B

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Respecter les limites du gabarit de dragage			
Réduire la vitesse de dragage lorsque la turbidité de l'eau à l'intérieur du havre devient problématique			
Advenant la présence d'un important nuage de turbidité se dispersant hors du secteur des travaux, ralentir les activités de dragage ou espacer les périodes de dragage dans le temps.			
Advenant un dragage par succion, inspecter régulièrement le tuyau pour déceler tout problème possible dans l'acheminement des sédiments et maintenir son étanchéité en tout temps. Si des fuites sont présentes le long du tuyau, cesser immédiatement les opérations de dragage et réparer la fuite.			
Advenant un dragage mécanique, choisir un temps de cycle qui réduit la vitesse ascendante de la pelle excavatrice chargée à travers la colonne d'eau et utiliser une benne preneuse la plus étanche possible			
Si les déblais de dragage sont entreposés/transportés sur une barge, éviter la surverse de la barge et appliquer des mesures d'atténuation appropriées afin de s'assurer que les sédiments sont entièrement confinés et ne réintègrent pas le plan d'eau.			
Démontrer que les équipements utilisés sont restés dans l'estuaire ou le Golfe Saint-Laurent au moins durant les 12 derniers mois, sans quoi une inspection démontrant l'absence d'espèces envahissantes devra être effectuée.			
Ne pas réaliser de travaux dans le chenal entre le 16 mai et le 15 juillet, afin de protéger la période de reproduction du capelan			
Suspendre les travaux si un mammifère marin ou une tortue luth est observé à proximité du havre. Les travaux pourront reprendre lorsque l'individu en question se sera éloigné à plus de 200 m ou après une période de 30 minutes sans observation			
Autant que possible, éviter d'effectuer les travaux durant la période de nidification, soit de la mi-avril au début août			
Procéder le plus rapidement possible à la remise en état des lieux après les travaux			
Assurer la sécurité des travailleurs et du public en balisant le site des travaux et en utilisant des barrières de protection et une signalisation adéquate			

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
Émettre un avis dans les médias locaux et informer la municipalité locale et le MTQ pour aviser ces organismes, le public et les touristes de la période d'exécution et de la zone des travaux			
Coordonner les travaux avec les différents acteurs récréotouristiques de la région			
Nettoyage régulier des voies publiques			
Communiquer régulièrement avec l'administration portuaire afin de coordonner les travaux avec les activités portuaires afin de diminuer les impacts sur les usagers du havre			
Émettre un avis à la navigation pour informer de la période d'exécution et de la zone des travaux			
Assurer la sécurité des utilisateurs en balisant la zone des travaux et en installant une signalisation adéquate au niveau de la navigation			
Gestion des matières résiduelles			
Disposer séparément les matières résiduelles non recyclables et recyclables			
Disposer de tous les déchets et matières résiduelles conformément à la réglementation en vigueur et s'assurer qu'aucune matière résiduelle ne soit brûlée, enfouie ou submergée sur place			
S'assurer qu'aucun déchet n'est laissé sur le site			
Obtenir l'approbation de la municipalité et du MDDELCC pour tout projet de valorisation des déblais de dragage			
Ne pas réutiliser les déblais de dragage à proximité d'un puits d'alimentation en eau potable et/ou d'un cours d'eau douce en raison de leur teneur en chlorure			
Défaillances et accidents			
Tenir une réunion avec le personnel, avant le début des travaux, afin de l'informer des exigences contractuelles			



ÉEE: Dragage d'entretien du havre de Havre-Saint-Pierre
Réf. : 5150029-B

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)

Mesures d'atténuation	OUI	NON	Si NON, raison (s)
en matière d'environnement et de sécurité, incluant les composantes du plan d'urgence			
Les matières dangereuses doivent être gérées conformément au Règlement sur les matières dangereuses (L.R.Q., c. Q-2, r. 15.2)			
Ne pas manipuler ni stocker d'hydrocarbures et de produits dangereux à moins de 30 m de l'eau			
Maintenir les véhicules et équipements en parfait état de fonctionnement et vérifier quotidiennement l'absence de fuite de contaminants			
Exécuter, sous surveillance constante, toutes manipulations de carburant, d'huile et d'autres produits dangereux afin d'éviter les déversements accidentels			
Prévoir des trousse d'urgence en cas de déversements (boudins et matériaux absorbants oléophiles et hydrofuges, polyéthylènes, sacs étanches, contenants étanches, pelles, gants, obturateurs de fuites, etc.) en permanence sur le site pour les produits pétroliers et les matières résiduelles ainsi que des matières absorbantes en cas de déversement			
Mettre en place un plan d'urgence et veiller à son application immédiate avant le début des travaux			
Récupérer tout sol ou eau contaminés sans délai et en disposer selon la réglementation en vigueur. Suite aux travaux de décontamination, une caractérisation environnementale des sols doit être réalisée par une firme spécialisée afin de démontrer la remise en état du site			
En cas d'un déversement, en plus du chargé de projet de MPO-PPB pour le projet, contacter les organismes suivants sans délai: Urgence-Environnement Qc : 1-866 694-5454 ; Urgence Environnement Canada : 1-866-283-2333. Garde côtière canadienne : 1-800-363-4735.			

PECHES ET OCEANS
PORTS POUR PETITS BATEAUX
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

COTE-NORD – PROVINCE DE QUEBEC
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)
PROJET NO : F3731-160040

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

Annexe 8 Fiche de suivi environnemental HAVRE-SAINT-PIERRE (suite)

Commentaires : Observations sur le terrain, présence de la faune, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation, etc.			
GESTION (NOMBRE ET ANNOTATION NUMÉRIQUE) DES PHOTOGRAPHIES POUR CHACUN DES SITES			
01			
02			
03			
04			
05			
...			
RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE			
Préparé par :			
Date :			
Organisme :			
Téléphone et Courriel :			



ÉEE: Dragage d'entretien du havre de Havre-Saint-Pierre
Réf. : 5150029-B

FIN DE LA SECTION